

INVENTAIRE DE PRODVCTION que mettent & baillent pardeuant vous, Nosseigneurs du grand Conseil, les Religieux Prieur & Conuent de l'Abbaye de S. Martin de Laon, Ordre de Premonstré, Demandeurs en complainte.

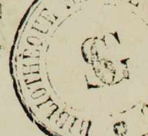
Contre Meßire Cesar d'Estrées Euesque Duc de Laon, Pair de France, deffendeur, les Agens Generaux du Clergé de France & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Laon interuenans.



POur monstrer qu'il doit estre dit & ordonné, s'il plaist au Conseil, faisant droit sur lesdites interuentions & complaintes, qu'à bonne & iuste cause lesdits Demandeurs ont formé ladite complainte, & en ce faisant, les maintenir & garder en la possession & joüissance de l'immunité, exemption, & priuileges, en laquelle ils sont, de la Iurisdiction de Monsieur l'Euesque de Laon : faire deffences audit sieur Euesque de les troubler, & d'exercer aucun Acte de Superiorité & Iurisdiction, ny dans l'Eglise, ny dans les lieux dépendans, ny sur les personnes desdits Religieux, d'y faire & celebrer les Ordres, ny d'entreprendre aucun Acte de mesme qualité, & le condamner à tous leurs dépens, dommages, & interests.

Le commencement & le progrez du trouble que souffrent les Religieux de l Abbaye de S. Martin de la part de Monsieur l'Euesque de Laon a esté amplement expliqué par leurs escritures.

Le zele d'vn simple Religieux a seruy de pretexte à la persecution d'vn des plus grands Ordres, qu'il y ait dans l'Europe: & Monsieur l'Euesque de Laon au lieu de sommer le General de Premonstré de luy faire iustice d'vne pretenduë indiscre-



tion, à mieux aimé que son Official méprisant toutes les Reigles, qui separent & distinguent les bornes de la Iurisdiction Ecclesiastique & Temporelle, traittât vn Religieux de l'Ordre de Premonstré (de cét Ordre dont l'exemption ne peut estre blessée sans choquer l'authorité du Saint Siege, & la puissance de nos Roys) comme il auroit fait l'Ecclesiastique de son Diocese le plus suiet à sa Iurisdiction, & le plus dereiglé dans la conduite de la vie.

Feu Monsieur le Cardinal Mazarini a crû que la qualité de Commendataire l'obligeoit de deffendre les droits d'vne Abbaye si considerable par la qualité de premier Pere de l'Ordre, qui y est annexée, & luy donne Iurisdiction mesme dans les Prouinces Estrangeres : il a porté la Cause au Grand Conseil, ou Monsieur l'Euesque de Laon, aprés auoir pratiqué toutes les fuittes, dont se seruent ceux qui ne veulent point plaider, par vne reuolution impreueuë a poursuiuy les Demandeurs aprés son decez auec tant de violence, qu'encore que la cause ne soit pas en estat, l'instance n'ayant point esté reprise auec vn Successeur Abbé, il a forcé les Demandeurs de se deffendre à l'Audiance. Il a voulu punir l'indiscretion pretenduë d'vn Religieux par la desolation generale de l'Abbaye, & par la détruction des Priuileges d'vn Ordre, de la grandeur duquel il doit estre plus jaloux, qu'aucun Euesque du Royaume. Mais parce que toutes les circonstances du faict sont amplement expliquées par lesdites escritures.

Produisent lesdits Demandeurs leursdites escritures cottées au dos par A. de la 1. production.

Item pour iustifier chacun des quatre poincts, dans lesquels se doit renfermer toute la contestation des Parties : Le premier desquels est la complainte formée pour la procedure extraordinaire faite contre Frere Iean Hacte. Le second, celle que l'on oppose aux mandement de l'ordination & de la Tonsure decerné par Monsieur l'Euesque de Laon pour l'Abbaye de Saint Martin. Le troisiéme, celle qui regarde le trouble fait par la procedure extraordinaire contre le Prieur & quelque autre Religieux de ladite Abbaye. Le quatriéme, est la procedure faite par l'Official de Monsieur de Laon, pour raison de la Procession, ladite procedure faite au preiudice de l'instance pendante

au Conseil. Le cinquiéme qui regarde l'appel comme d'abus interjetté de la Bulle du Pape Alexandre V.

Produisent lesdits demandeurs, & employent plusieurs pieces.

La premiere est vn employ de l'article vnziéme de l'Ordonnance d'Orleans, qui porte reuocation des exemptions des Abbayes non estants soubs chefs d'Ordre.

La seconde est vn employ de l'article vingtiéme de ladite Ordonnance, qui ordonne que les Chefs d'Ordre vacqueront à la reformation des Monasteres de ce Royaume, & que ce qui sera statué par eux, sera executé nonobstant opposition ou appellation quelconque.

La troisiéme est vn autre employ de l'article trentiéme de l'Ordonnance de Blois, par lequel il se voit que les Chefs d'Ordre sont énonçez conjointement auec les Archeuesques & Euesques comme Visiteurs & Reformateurs des Monasteres. Ce qui monstre que les Abbayes qui sont soubs de Chefs d'Ordre ont vn Chef particulier & independans des Archeuesques & Euesques, à la iurisdiction duquel ils sont sousmis priuatiuement à celle de tous autres Prelats Ecclesiastiques.

La quatriéme est vn employ des articles 3 & 4. de ladite Ordonnance de Blois, par lesquels les Chefs d'Ordre, (du nombre desquels est celuy de Premonstré) sont conserués dans le droict & priuilege d'élection.

La cinquiéme est vn employ de la notorieté publique de l'exemption de tous les Ordres denommés dans ledit article 3. de l'Ordonnance.

Seruent lesdits employs à iustifier que la complainte formée par lesdits demandeurs est d'autant plus iuste, qu'elle est fondée sur le droict commun du Royaume : & l'entreprise dudit Sieur Euesque de Laon d'autant plus extraordinaire, qu'elle ne peut estre pretextée d'aucun exemple ; puisque, outre que l'Abbaye de Premonstré est l'vne des premieres denommée dans ledit article, il n'y a aucun desdits Ordres, qui soit sujet à la iurisdiction de Messieurs les Euesques. Et sont lesdits emplois cottés par B. en la 1. production.

Item produisent lesdits Demandeurs plusieurs autres pieces.

La premiere du 3. Nouembre de l'année 1256. est vne Bulle

du Pape Alexandre IV. portant en termes exprés, que les modifications portées par la Constitution du Pape Innocent IV. aux priuileges des exempts n'auront point de lieu à l'égard des Religieux de l'Ordre de Premonstré, à qui cette Constitution ne pourra faire aucun preiudice. *Cùm fœlicis recordationis Innocentius Papa prædecessor noster duxerit statuendum, vt exempti quantâcunque gaudeant libertate, nihilominus tamen ratione delicti seu contractus, aut rei de qua contra ipsos agitur, rite possint coram locorum Ordinarijs conueniri, & illi quoad hoc suam in ipsos iurisdictionem, prout ius exigit, exercere. Vos dubitantes ne per constitutionem huiusmodi immunitatibus & libertatibus vobis & Ordini vestro per priuilegia & indulgentias ab Apostolica Sede concessas preiudicari valeat: nobis humiliter supplicastis, vt prouidere super hoc indemnitati vestræ paternâ solicitudine curaremus. Quia verò eiusdem Ordinis sacra Religio sic vos apud nos dignos fauore constituit, vt nobis votiuum existat vos ab omnibus, per qua vobis possent prouenire dispendia, immunes libenti animo præseruare, authoritate vobis præsentium indulgemus vt occasione constitutionis huiusmodi nullum eisdem libertatibus & immunitatibus præiudicium generetur.*

La seconde est vn employ de la Constitution du Pape Innocent IV. qui est le chapitre *Volentes, de priuil. in 6.*

Seruent lesdites pieces a iustifier 1. que l'exemption concedée à l'Ordre de Premonstré est vne des plus amples qui ayt esté donnée dans l'Eglise; puisque le Pape Alexandre IV. a leué les modifications portées par ladite Constitution d'Innocent IV. son Predecesseur à l'occasion d'icelle, & pour la maintenir. 2. qu'on ne peut pas dire que l'Ordre de Premonstré n'estoit pas exempt auparauant la Bulle du Pape Alexandre V. puisque ladite Bulle iustifie qu'il l'estoit, & mesme auparauant le Pape Innocent IV. en ce que ladite Bulle d'Alexandre IV. exempte & décharge des restrictions portées par ladite Constitution. 3. que c'est la faueur & le merite dudit Ordre qui a tousiours esté le motif principal desdits Priuileges; & ainsi, qu'il faut bien faire difference entre les exemptions accordées à vn Monastere particulier, & celles qui sont concedées à vn Ordre tout entier. 4. qu'il ne faut que faire reflexion sur les termes de ladite Bulle & sur ceux de ladite Constitution du Pape Innocent IV. pour demeurer d'accord, qu'il n'y a point de priuilege & d'exemption, qui

puiſſe eſtre enoncée en termes plus auantageux, & ſont leſdites pieces cottées par F. de la 1. production.

Item pour iuſtifier & confirmer dautant plus le contenu en ladite Bulle d'Alexandre IV. produiſent leſdits Demandeurs vne Bulle du Concile de Baſle du 4. Septembre 1436. confirmatiue d'icelle, enſemble d'vne autre du meſme Alexandre IV. portant ces termes : *Nos deuotionis veſtræ precibus annuentes, vt prædicta Præmonſtratenſis & aliæ Eccleſiæ ſicut olim, ſic & inpoſterum à prædictis Abbatibus, Viſitatoribus, & alijs de Ordine ſæpè dicto duntaxat, & à nullo alio ſine mandato Sedis prædictæ plenam faciente de hac indulgentia mentionem viſitari poſſint aut corrigi, ad inſtar fœlicis recordationis Innocentij Papæ Prædeceſſoris noſtri vobis authoritate Apoſtolicâ indulgemus*, eſt cette piece en la 1. production cottée G.

Ce qui ſert à iuſtifier deux choſes : La 1. que long-temps auparauant cette Bulle, l'Ordre de Premonſtré eſtoit dans l'independance & exemption de toute Iuriſdiction Epiſcopale. La 2. que le Pape Innocent IV. bien eſloigné d'auoir voulu donner aucune atteinte à ladite exemption par ſa Conſtitution, *volentes*, au contraire, il l'a luy-meſme confirmé ; comme il paroiſt par cette Bulle d'Alexandre IV. & meſme par trois autres du meſme Innocent IV. produite au procez ; dont la 1. du 13. Feurier 1245. donnée peu de temps auant ladite Conſtitution, premunit l'Ordre de Premonſtré contre le contenu en icelle, & porte ces termes : *Paci & tranquillitati veſtræ ac Monaſteriorum & locorum veſtrorum paternâ volentes in poſterùm ſollicitudine prouidere, authoritate vobis præſentium indulgemus, vt nullæ litteræ Apoſtolicæ vel legatorum Apoſtolicæ Sedis, quæ contra vos vel Monaſteria ſeu loca veſtra obtentæ fuerint, aliquam obtineant firmitatem, nec earũ authoritate conueniri poſſitis, niſi expreſſam de Præmonſtratenſi Ordine & hac indulgentia fecerint mentionem*, cette Bulle eſt en la 3. production cottée I.I.I. la 2. du 11. Mars 1245. porte la confirmation de tous les priuileges, libertez & immunitez accordez à l'Ordre de Premonſtré par les Priuileges & Indulgences des Souuerains Pontifs ſes Predeceſſeurs, dont voicy les termes : *ea propter, dilecti in Domino filij, veſtris iuſtis precibus inclinati, omnes libertates, immunitates, à Prædeceſſoribus noſtris Romanis Pontificibus ſiue per priuilegia, ſiue per indulgentias Ordini ſeu Monaſterijs,*

aut locis vestris specialiter concessas authoritate Apostolicâ confirmamus. Cette Bulle est en la derniere production enoncée en la requeste. La 3. est conceuë en ces termes, & est du 25. Mars 1254. c'est à dire quelques années apres la susdite constitution : *Cùm Præmonstratensis Ecclesia, quæ caput est totius vestri Ordinis postquàm ipse extitit institutus, à tribus primis Abbatibus & annuis Visitatoribus, omnes verò aliæ Ecclesiæ ipsius Ordinis semper à Præmonstratensi & Patribus Abbatibus ac Visitatoribus & alijs de ordine ipso destinatis ab eis, & à nullo alio, nisi de mandato Sedis Apostolicæ visitatæ fuerint vel correctæ : ac in priuilegijs eidem ordini ab Apostolica Sede concessis habeatur expressè, quòd si quid in personis & Ecclesijs ipsius fuerit corrigendum, ad audientiam Generalis Præmonstratensis Capituli referatur ; vt ibi provt iustitiæ & honestati congruerit emendetur : nos deuotionis vestræ precibus annuentes, quod prædictæ Præmonstratensis & aliæ Ecclesiæ, sicut olim, sic & in posterum à Patribus Abbatibus ac Visitatoribus & alijs de Ordine sæpe dicto duntaxat, & à nullo alio sine mandato Sedis Apostolicæ plenam faciente de præsentibus mentionem visitari possint aut corrigi vobis authoritate Apostolicâ indulgemus.* Cette Bulle est en la 3. production cottée I.I.I.

Item produisent lesdits Demandeurs vne Bulle d'Alexandre V. du dernier Iuillet 1409. contenant vne totale & plenissime exemption de l'Ordre de Premontré de toute puissance, superiorité, domaine, & iurisdiction episcopale ; *hinc est*, dit le Souuerain Pontif Alexandre V. *quòd nos nonnullorum Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum vestigijs inhærentes prædictos Abbates, Prælatos, Priores, Præpositos, Decanos, Canonicos, Conuersos, Donatos, Abbatissas, Priorissas, Moniales & personas cum omnibus membris, curtibus, grangijs, domibus, possessionibus & personis degentibus in eisdem, nec non bonis mobilibus & immobilibus ac aliis rebus quibuscumque quæ impræsentiarum possident & in futurum dante Domino legitime poterunt adipisci : nec non Ecclesias & alia loca ab eisdem Monasterijs dependentia ab omni superioritate, dominio, iurisdictione, nec non visitatione quoruncumque Patriarcharum, Archiepiscoporum, Episcoporum, & aliorum quorumlibet Ordinariorum, & Officialium Ecclesiasticorum plenariè de speciali dono gratiæ eximimus & totaliter liberamus : illaque ad ius & proprietatem Beati Petri Apostoli & Sedis Apostolicæ ac sub eorum*

speciali protectione suscipientes atque nostra, decernimus Præmonstrense & alia Monasteria, necnon Abbates, Prælatos, Priores, Præpositos, Decanos, Canonicos, Conuersos, Donatos, Abbatissas, Priorissas, Moniales, Conuentus, Personas cum Membris, Curtibus, Grangiis, Domibus, Possessionibus, Bonis, rebus, Ecclesiis, & aliis locis supradictis præfatæ Sedi soli & immediatè subiacere: ita quod Patriarchæ, Archiepiscopi, Iudices Ordinarij & Officiales prædicti, etiam ratione delicti aut contractus vel, rei de qua agi continget, vbicumque committatur delictum, ineatur contractus, aut res ipsa consistat, non possint authoritate Ordinariâ in Abbates, Prælatos, Priores, Præpositos, Decanos, Canonicos, Conuersos, Donatos, Abbatissas, Priorissas, Moniales, Conuentus, Personas, Monasteria, Prioratus, Membra, Ecclesias & loca prædicta, vt potè prorsus exempta excommunicationis, suspensionis, aut interdicti sententias promulgare, aut potestatem, dominium, seu iurisdictionem aliquam exercere, felicis recordationis Innocentij Papæ IV. prædecessoris nostri circa exemptos edita, quæ incipit, volentes, ac aliis Constitutionibus Apostolicis in contrarium editis nonobstantibus quibuscumque.

Où il est à remarquer que, ce que le Souuerain Pontif auoit exprimé premierement par vne proposition vniuerselle affirmatiue, disant, *ab omni superioritate, dominio & iurisdictione plenariè eximimus & totaliter liberamus &c.* Il l'explique en suitte plus expressement par vne proposition Vniuerselle negatiue, laquelle selon les Philosophes destruit tout & ne souffre point d'exception, disant, *ita quòd Patriarchæ, Archiepiscopi &c. non possint in Abbates, Prælatos &c. potestatem, dominium, seu iurisdictionem aliquam exercere.* Cette Bulle est en la 1. production cotée K.

Desquels termes on peut former cét argument demonstratif, pour faire voir, que Monsieur l'Euesque de Laon na peû donner la *Benediction* solemnelle dans l'Eglise de S. Martin: les Patriarches, Archeuesques & Euesques ne peuuent exercer aucune *puissance* ni *Iurisdiction* sur les personnes ny dans les lieux de l'Ordre de Premonstré, *vt pote prorsus exempta*: or est-il que la *Benediction* est appellée *Iurisdiction* par la Clementine *Archiepiscopo*: donc les Patriarches, Archeuesques, & Euesques ne la peuuent aucunement exercer dans les lieux de l'Ordre de Premonstré.

Item produisent lesdits Demandeurs vne autre Bulle du mesme Pape Alexandre V. du 1. iour de Mars 1410. vidimée par l'Official de Laon, confirmatiue de la precedente: & en laquelle sur quelques difficultés meuës de la part des Diocesains à raison de la modification contenuë en icelle touchant les droits de procuration, le mesme Souuerain Pontif declare en outre que les personnes & les lieux dependans de l'Ordre de Premonstré sont entierement exempts desdits droicts de procuration & de tous autres à l'egard des Euesques Diocesains: *Abbates, Priores, Præpositos, Decanos, Conuersos, Donatos, Abbatissas, Priorissas, Moniales, Conuentus, Personas, Monasteria, Prioratus, Membra, Ecclesias & loca præfata à prestatione procurationum aut aliorum iurisdictionalium quorumcumque, necnon iurisdictione, potestate & dominio præfatis liberos & immunes existere authoritate Apostolicâ tenore præsentium declaramus.* Cette Bulle est en la 1. production cottée K.

Item produisent vne autre Bulle du Pape Iean XXIII. du 27. Auril 1413 qui confirme distinctement & en termes exprez tout le contenu és deux susdites Bulles d'Alexandre V. & pour assoupir tous procez meus entre quelques Diocesains d'vne part, & quelques Abbez, Prieurs, & Doyens de l'Ordre de Premonstré d'autre à raison de la comparition aux Synodes, par vne precaution surabondante, & pour surcroist d'asseurance exempte de nouueau tous les Abbez, Prieurs, Preuosts, & autres Superieurs de l'Ordre de Premonstré, de comparoir ausdits Synodes: *Cùm autem nonnulli ex Diœcesanis & Ordinarÿs prædictis vos Abbates, Priores, Præpositos, & Decanos ad comparandum coram eis in Synodis ipsorum authoritate Ordinariâ citare seu vocare post & contra litteras ante dictas de facto præsumpserint & præsumant, in vestrorum Abbatum, Priorum, Præpositorum & Decanorum non modicum præiudicium & grauamen &c. ac volentes vestris & eorundem Diœcesanorum & aliorum Ordinariorum dispendÿs præcauere ac vestræ quieti consulere, volumus & Apostolicâ authoritate vobis præsentium tenore ex abundanti cautelâ concedimus, quod ante dicti Abbates, Priores, Præpositi & alÿ Prælati, quos per eosdem Diœcesanos & alios Ordinarios forsan citari aut vocari contigerit, coram eis seu in ipsis Synodis comparare minimè teneantur, nec ad id compelli possint inuiti.* Cette Bulle est en la 1. production cotté K.

Item

Item, produisent vne autre Bulle du Concile de Basle du 25. May 1435. confirmatiue de la susdite 1. Bulle du Pape Alexandre V. laquelle piece est en la mesme 1. production cottée K.

Item produisent vne autre Bulle du Concile de Basle du 3. Decembre 1434. confirmatiue de tous les Priuileges, exemptios & immunités accordés par les Souuerains Pontifs à l'Ordre de Premonstrê auec renouation d'icelles immunités & exemptions par authorité de l'Eglise Vniuerselle cette piece est en la derniere production enoncée en la requeste d'addition & encor produite vidimée par l'Official de Clermont soubz la cotte K. de la 1. production.

Seruent lesdites pieces à iustifier 1. que l'exemption de l'Ordre de Premonstré ne procede pas seulement de ladite Bulle du Pape Alexandre V. puisque luy mesme pour motif de la grace qu'il fait, se sert de ces termes : *non nullorum Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum vestigiis inhærentes &c.* ce qui montre que ses Predecesseurs auoient desia fait de semblables graces.

2. Que plus de deux cens ans auparauant, ledit Ordre estoit en possession de la plenitude d'exemption de toute iurisdiction ordinaire comme il se iustifiera par les pieces cy-apres.

3. Que s'il y auoit quelque clause susceptible de contradiction dans les termes de ladite Bulle, les Lettres Patentes, qui seront produites cy aprés, & les Decrets des Conciles en auroient repurgé les defauts ; car comme il est certain qu'il y a des clauses qui de soy seroient abusiues, comme sont les Creations de pensions *sine causa*, & autres semblables, lesquelles neantmoins sont authorisées par les Arrests, quand elles sont fortifiées du concours des deux puissances ; il est encore plus vray de dire, que s'il y auoit à redire dans lesdites Bulles du Pape Alexandre V. (ce qui sauf la Reuerence de la Cour ne peut estre allegué sans blesser toutes les reigles) la confirmation des Conciles & des Papes auroit effacée tous ces scrupules.

4. Que cette confirmation des Conciles est pareille à la verification que fait le Conseil des Lettres Patentes, qui luy sont adressées : & comme il n'ordonne jamais qu'elles seront enregistrées au greffe, sans en ordonner l'execution ; & que ce

n'est pas seulement pour en faire des coppies qu'on les luy presente (ainsi qu'on a voulu dire par raillerie à l'Audiance) mais pour voire s'il y a qu'elle chose de contraire aux reigles : ainsi quand tous ces priuileges ont esté presentés au Concile, & qu'il les a approuué, on demeure d'accord que les clauses n'en ont pas esté estenduës, & que le Concile n'a rien adjousté au droict que le Pape auoit conferé, ains que la grace que l'Ordre de Premonstré auoit receu, a esté confimé par vne double authorité: à la mesme façon que lorsque le Conseil verifie des Bulles en vertu des Lettres Patentes, ce n'est qu'vne mesme grace qui deuient confirmée par l'authorité du Roy & par celle du Conseil, qui luy donne vne puissance coactiue a l'égard d'vn tiers, qu'elle n'auoit point auparauant.

5. Que le Concile de Basle a iugé que l'exemption dudit Ordre de Premonstré n'estoit aucunement soûmise à la reuocation faite par le Pape Martin V. au Concile de Constance, estant certain. 1. que ledit Pape Martin V ne reuoque que les exemptions données depuis le deced de Gregoire XI. iusques à lors, *per quoscunque pro Romanis Pontificibus se gerentes* : ce qui ne se peut dire du Pape Alexandre V. qui a toujours esté reconnu pour vray & legitime Pontife. 2. que ledit Martin V. ne reuoque que les exemptions accordées depuis le susdit deced, à des personnes qui auparauant iceluy ne ioüissoient d'aucune exemption, mais estoient simplement & de tous poincts sujetes à la iurisdiction ordinaire : *quæ tamen ante exemptionem huiusmodi nulla exemptione gaudebant, sed simpliciter subyciebantur Ordinariæ iurisdictioni, nullumque ante illud tempus habuerunt initium* : ce qui ne peut conuenir à l'Ordre de Premonstré, qui ioüissoit de l'exemption de son origine, c'est à dire plus de deux cens ans auant la mort de Gregiore XI. ou commence cette reuocation. 3. que le méme Pape Martin V. excepte de la reuocation les exemptions, qui ont esté données à tout vn Ordre, *exceptis etiam exemptionibus, quæ vni toti Ordini*, telles que sont celles qui ont esté accordées par ledit Alexandre V. & Iean XXIII. à l'Ordre de Premonstré. 4. que le mesme Martin V. excepte pareillement en sa Bulle reuocatoire les exemptions, lesquelles ont esté données pendans le temps y mentionné par maniere de confirmation ou augmentation *aut per modum confirmationis, au-*

gmenti, aut additionis factæ fuerint aut concessæ, telles que sont celles qui ont esté accordées par les susdits Papes Alexandre V. & Iean XXIII. à l'Ordre de Premonstré. 5. que le Pape Martin V. excepte encore les exemptions *in quibus Ordinarij consenserint*: ce que les Ordinaires ont fait à l'égard desdites Bulles d'Alexandre V. & Iean XXIII. desquelles ils ont donné leurs *vidimus* & receu les significations sans reclamation ny protestation de leur part : ainsi qu'il paroist mesme par les deux *vidimus* de l'Official de Laon des Bulles susdites d'Alexadre IV. & Alexandres V. qu'il a donné cinq ans apres le Concile de Constance : & sont lesdits *vidimus* produits en la premiere production & cottée K.

Item produisent lesdits demandeurs plusieurs autres pieces.

La premiere, est vn *vidimus* fait par l'Official de Laon en l'ânée mil quatre cens vingt-deux d'vne Bulle d'Alexandre IV. & de la seconde d'Alexandre V. reconnuë par ledit Official soubs la cotte K. de la premiere production.

Les 2.3.4. sont des *vidimus* des deux Bulles du Pape Alexandre V. par les Officiaux de Paris, de Reims, de Soissons.

La 5. en vne signification des deux susd. Bulles d'Alexandre V. fait à l'Euesque d'Auxerre.

La 6. du 21. Auril 1491. est vne publication des priuileges de l'Ordre de Premonstré, & particulierement des Bulles des Papes Alexandre V. & Iean XXIII. dans le Sinode du Diocese d'Amiens.

Seruent lesdits pieces à iustifier, qu'outre que plusieurs siecles auparauant les Bulles d'Alexandre V. l'Ordre de Premonstré estoit exempt comme il se iustifie plus amplement aux procez, quoy que les dernieres Bulles semblent plus explicatiues & plus amples que les premieres, ladite Bulle d'Alexandre V. de l'an mil quatre cens neuf est d'autât plus importante, qu'ayans esté signifiées aux Euesques du Royaume, leur acquiescement & leur silence selon toutes les maximes du droict, quand il n'y auroit point de tiltre precedent, en formeroit vn qui seroit inuincible & incontestable : Car depuis quâd a on veu qu'vn droict côforme à la police du Royaume, assisté de l'authorité d'vne possession de deux cens cinquante tant d'années ayt esté contesté, & si vne possession qui n'a pour fondement qu'vne ioüissance

priué d'vn particulier eſt de ſi grand efficace, qu'elle vaut vn tiltre quand elle n'eſt que de trente ans : Celle qui a pour fondement l'authorité des Papes, des Rois & des Arreſts, & qui a formé des ſuites de tant de ſiecles ne ſera-t'elle point receuë? Et ſont leſdits pieces Cottées N. N. de la ſeconde production.

Item pour Iuſtifier d'autant plus que la Bulle d'Alexandre V. a eſté non ſeulement publique & connuë à tous les Eueſques, qui ne l'ont jamais contredits & en ont ſoufert l'execution, mais encor qu'elle a eſté confirmée par les Papes ſes Succeſſeurs, produiſent leſdits demandeurs pluſieurs autres pieces.

La premiere du 6. Iuillet 1413. eſt vn *vidimus* de l'Official de Sez d'vne Bulle du Pape Iean XXIII. confirmatiue deſdites Bulles du Pape Alexandre V.

La 2. eſt vn autre *vidimus* de ladite Bulle du Pape Iean XXIII. par l'Official de Paris l'audiance tenante.

La 3. du 16. Decembre 1412. eſt vn pareil *vidimus* de ladite Bulle de Iean XXIII. auec inſinuation à l'Eueſque de Soiſſons.

La 4. Eſt vn autre *vidimus* par l'Official de Triguier d'vne Bulle du Pape Eugene IV. confirmatiue deſdites Bulles des Papes Alexandre V. & Iean XXIII.

La 5. de l'an mil deux cens neuf eſt vne Bulle du Pape Innocent II. qui marque la Iuriſdiction du Chapitre General & des Abbés de l'Ordre de Premonſtré, priuatiuement à tous autres ſur les Religieux dud. Ordre.

La 6. du 9. Septembre 1410. eſt vn *vidimus* d'vne Bulle du Pape Boniface IX. confirmatiue d'vne de Clement V. qui marque ſi preciſement l'exemption de la viſite & de la Iuriſdiction des ordinaires, iuſques la meſme qu'encore que par la diſpoſition de droit l'exempt ſoit obligé, de comparoir à la citation qui luy eſt donné pour alleguer ſon priuilege, neantmoins ceux de Premonſtré ſont meſme deſchargés de ces comparitions.

La 7. eſt vne Bulle du Pape Clement IV. qui veut ainſi qu'Innocent IV. par ſa Bulle produite au procez, qu'aucun reſcript obtenu contre les Religieux de Premonſtré ne ſoit valable, s'il n'y eſt fait mention expreſſe de leur Ordre.

Seruent leſdits pieces à faire voir 1. que la Bulle d'Alexandre V. n'ſt point le ſeul tiltre de lOrdre de Premonſtré.

2. Que si'l eſtoit ſeul, comme il ne l'eſt pas, il feroit neantmoins ſuffiſant : car ayant eſté confirmé par le Concile de Baſ-

le, par les Papes subsequens, & par les Roys mesme, il seroit ridicule de dire (sauf la reuerence du Conseil) qu'il auroit esté abrogé par le Concile de Constance, parce qu'outre que iamais les Priuileges des Ordres n'ont esté reuoqués par ce Concile, sa reuocation n'auroit pas empéché que les Papes successeurs ne l'eussent peû confirmer, & rendre audit Ordre les mesmes Priuileges. Combien y a il d'Ordres exempts institués mesme depuis ce temps? Témoin celuy des Iesuites, des Minimes & plusieurs autres dont l'exemption n'est point contestée.

3. Que leur exemption est si fauorable, que le Pape Clement V. le plus grand ennemy des exemptions qui ait iamais esté, & qui a commencé à les saper, la recognu & en a luy mesme expliqué le pouuoir.

4. Que lesdites Bulles de Iean XXIII. sont adressées à des Conseruateurs Apostoliques, du nombre desquelles est l'Abbé de Ste Geneuiefue de cette Ville de Paris. & sont lesdites pieces cottées N.N. de la seconde production.

Item produisent lesdits demandeurs plusieurs autres pieces, La premiere est vne Bulle d'Innocent IV. de l'an 2. de son Pontificat, c'est à dire en l'an 1245. qui annulle tout rescript obtenu contre l'Ordre de Premonstré qui ne fera point mention de ladite Bulle.

La 2. de l'an 1413. est vn *vidimus* de la Bulle du Pape Iean XXIII. desia produite au procez.

La 3. est vne Bulle d'Alexandre III. l'an 5. de son Pontificat adressé au Doyen d'Arras, & à vn Chanoine de Cambray pour imposer silence à vn Religieux qui pretendoit auoir esté esleu Abbé de ladite Abbaye de S. Martin.

La 4. est vne Bulle du Pape Clement confirmatiue d'vn Indult du Pape Innocent IV. lequel y est énoncé tout au long, qui marque l'exemption de l'Abbaye & Ordre de Premonstré tant pour les corrections, que pour les visites.

Seruent lesdites pieces à iustifier 1. que ledit Ordre de Premonstré a obtenu pour la forme des ~~ecrips~~ rescripts du Pape des mesmes priuileges que celuy de Cisteaux, auoit pareillement obtenu du Pape Alexandre III. dont il est fait mētiō au Chapitre *Cum Ordinem Cisterciensem Professi extra de rescriptis*, ce qui doit faire cognoistre au Cōseil de quelle importance est l'entre-

prise que l'on a fait contre les priuileges.

2. Que les sujets dudit Ordre sont si specialement soubmis à l'authorité & à la iurisdiction de l'Abbé de Premonstré & du Chapitre General dudit Ordre, qu'il n'y a point de pretexte qui les en puisse exempter.

3. Que la subordination de Iurisdiction establie dans ledit Ordre a esté principalement establie à cause de son exemption. Et sont lesdites pieces cottées I. I. I. en la troisiéme production.

Item produisent lesdits demandeurs plusieurs autres pieces.

La premiere de l'an 1416. est vn *vidimus* de la Bulle du Pape Clement IV. faisant mention de celle d'Vrbain son Predecesseur.

La 2. de l'an 1413. est vne collation faite d'vne Bulle du Pape Clement V. par Angelus de Peusier ce Celebre Canoniste, lors Chapelain du Pape & Auditeur de la Chambre Apostolique, qui sert encor à faire voir les plus nobles marques de l'exemption de la Iurisdiction ordinaire dans la communication des priuileges qu'elle fait à l'Ordre de Premonstré.

La 3. est vn *vidimus* de la Bulle d'Alexandre IV. par l'Official d'Amiens.

Seruent lesdites pieces à iustifier que l'exemption & iurisdiction dudit Ordre, ont esté reconnus par les Euesques & par les Conciles. Et sont lesdites pieces en la 3. production sous la cotte L. L. L.

Item pour iustifier que les deux clauses qui ont serui de pretexte à l'appel comme d'abus : dont l'vne est que le Pape a affranchi de la iurisdiction des Ordinaires, non seulement les Personnes, mais encor les biens & domaines de ceux dudit Ordre : Et l'autre par laquelle il est dit qu'il sera payé six florins d'or au S. Siege, *in signum perceptæ libertatis*, ne sont ny extraordinaires ny subiectes à vn appel comme d'abus.

Produisent lesdits demandeurs plusieurs pieces.

La premiere de l'an 1487. est vne Bulle du Pape Innocent VIII. pour l'exemption de l'Ordre de Cisteaux contenant les mesmes termes *Monasteria, Loca, Membra. Abbatissas, Monachos, Moniales, Loca, Membra, bona omnia, vasallos, subditos & seruientes ab omni iurisdictione &c.*

La 2. eſt vn employ de ladite Bulle en ce que pour iuſtifier ſa plenitude de l'exemption de l'Ordre de Ciſteaux, elle leue pareillement la modification porté par la Conſtitution du Pape Innocent IV. au Chapitre *Volentes*, & ſe ſert des meſmes termes, dont s'eſtoit ſeruy le Pape Alexandre IV. en ſa Bulle cy-deſſus produitte de l'an 1256.

La 3. eſt vn employ de la Bulle du Pape Calixte II. qui eſt vn des tiltres de l'exemption de l'Abbaye de Vendoſme rapportée par le Pere Sirmond, dans l'edition qu'il a donné au public des Epiſtres de *Gaudefridus Vindocinenſis* qui monſtre que cette Abbaye payoit tous les ans douze ſols pour le luminaire de la Chaſſe de S. Pierre.

La 4. eſt vn autre employ d'vne confirmation du Pape Clement II. faiſant mention de cette preſtation annuelle de douze ſols par chacun an.

La 5. eſt vn employ de la Bulle du Pape Agapet II. en faueur de l'Abbaye de Cluny, qui ordonne que de cinq ans en cinq ans le Monaſtere de Cluny payera dix ſol de cens au S. Siege.

La 6. eſt vn employ de la Bulle du Pape Paſchal II. qui porte que le Monaſtere de *Vezelay ad indicium libertatis Apoſtolicæ Sedi, cuius iuris eſſe dignoſcitur, libram argenti per ſingulos annos perſoluat*, toutes leſdites Bulles rapportées par ledit Pere Sirmond en ſes nottes ſur les Epiſtres de *Goffridus Vindocinenſis* Liure premier. Et ſont leſdites pieces en la 1. production cottés au dos par L.

Itẽ produiſent leſdits Demãdeurs les Lettres Patentes du Roy Louis XI. du mois d'Octobre de l'année 1475. confirmatiues des priuileges, exemptions, & immunitez de l'Ordre de Premonſtré dans leſquelles les principales clauſes de la ſuſdite Bulle d'Alexandre V. ſont contenuës en termes exprez. Lettres accordées auec la plus grande ſolemnité qui ſe pratiquoit en ce temps-là eſtants ſignées des principaux Officiers de la Couronne, qui eſtoit lors la maniere la plus auguſte de verification & dont s'expedioient les actes les plus importans & toutes les Chartres en forme de Priuileges pour les Communautez : & portent leſdites Lettres, entre autres choſes : *& 1. circa electiones dicti Præmonſtratenſis Abbatis & aliorum Coabbatum ſuorum*

ſtatim Decretum & Ordinatum eſſe comperimus, quod eidem Præmonſtratenſi Monaſterio Paſtoris ſolatio deſtituto per ipſius Monaſterij fratres & Religioſos, conſilio trium Primorum Abbatum, Laudunenſis, Floreffienſis & Cuiſsiacenſis, ad quos cura & cuſtodia dicti Præmonſtratenſis Monaſterij pertinet quando vacat, perſona idonea eligatur, alijs quatuor Abbatibus dicti Ordinis per dictos Canonicos ad huiuſmodi electionem ſecum aduocatis. Electionis vero prædictæ ſic modo præmiſſo celebratæ confirmatio aut infirmatio ſoli Romano Pontifici ſpectare & pertinere dignoſcitur, alijs autem Eccleſijs & Monaſterijs dicti Ordinis ſuis Abbatibus Viduatis Prior domus hæc procuret Patri Abbati abſque moræ diſpendio nunciare deferens eidem ſigillum Abbatis: & ipſe Pater Abbas Priori & Conuentui Eccleſiæ Vacantis diem certam & competentem ad eligendum aſsignet &c. & electione diligenter examinata Pater Abbas ſi perſonam inuenerit idoneam, ſine difficultate concedat eiſdem &c. Item pariter per ipſos Romanos Pontifices Abbati dicti Præmonſtratenſis Monaſterij pro tempore ex indulto ac ſpeciali priuilegio conceſſum eſt, quod omnes & ſingulos dicti Præmonſtratenſis Ordinis Coabbates, præpoſitos &c. excommunicare & abſoluere &c. Abbateſque inutiles, infames & crimineſos, ſi iuſta ex cauſa caſus exegerit, deponere & deſtituere poſsit & valeat, nonobſtantibus &c. Item pariter bonæ memoriæ Alexander Papa V. nonnullorum Romanorum Pontificum veſtigijs inhærens, dictos ſupplicantes & perſonas cum omnibus membris, curtibus, grangijs domibus, poſſeſſionibus & perſonis degentibus in eiſdem, nec non bonis mobilibus & immobilibus ac alijs rebus quibuſcumque, quas tunc poſſidebant & in futurum legitimè poſſent adipiſci, ac etiam Eccleſias & alia loca ab eiſdem Monaſterijs dependentia ab omni ſuperioritate, dominio, iuriſdictione, nec non Viſitatione quorumcumque Patriarcharum, Archiepiſcoporum & aliorum quorumcumque Iudicum Ordinariorum & Officialium Eccleſiaſticorum plenariè exemit & totaliter liberauit: illaque ad ius & proprietatem Beati Petri Apoſtoli & Sedis Apoſtolicæ ac ſub eorum ſpeciali protectione ſuſcepit, ipſoſque decreuit præfatæ Sedi ſoli & immediatè ſubiacere &c. Item conceſſerunt & indulſerunt dicti Romani Pontifices quod aliquæ litteræ, quæ tacito nomine dicti Præmonſtratenſis Ordinis contra libertates eiuſdem fuerint impetratæ, nullam habeant firmitatem: omneſque ſententias contra dicti Præmonſtratenſis Ordinis libertates

promulgatas

promulgatas & promulgandas præfati Romani Pontifices irritandas statuerunt. Notum igitur facimus vniuersis &c. quòd nos attendentes singularem & peculiarem affectum, quem Diui Progenitores nostri inclitissimi ad Religionis cultum & augmentum inuiolabiliter gesserunt ad vsque, ac ipsorum erga Præmonstratensem Ordinem &c. Diuorum Progenitorum nostrorum vestigÿs inhærentes omnia & singula præscripta priuilegia, omnesque & singulas franchisias, immunitates & libertates præscriptas, rata & grata, ratasque & gratas habentes, volumus, laudamus, ratificamus & approbamus, sicut ea certâ scientiâ, authoritate regiâ, plenâque potestate confirmauimus & confirmamus &c. quòd si quid à quoquam secus agi contigerit illud ad statum pristinum & debitum reuocent & reducant, seu reuocari & reduci faciant indilatè visis præsentibus &c. & est cette piece produite en la seconde production cottée I. I.

Item produisent les Lettres Patentes du Roy Charles VIII. du mois de Fevrier 1491. *confirmatiues de celles du Roy Louys* XI. lesquelles y sont rapportées tout au long, cette piece est en la premiere production cottée K.

Seruent ces pieces à iustifier 1. que ces confirmations des Roys Louys XI. & Charles VIII. ont esté faites auec grande connoissance de Cause; car outre qu'elles enoncent toutes les Bulles dudit Ordre, elles en marquent la substance, & font voir entre autres choses que la confirmation de l'Abbé de Premonstré est reseruée au Saint Siege : comme celle de l'eslection des autres Abbez appartient à chaque Pere Abbé dans les Monasteres de sa filiation.

2. Que ladite Abbaye de Saint Martin de Laon est la 1. Paternité dudit Ordre, & que l'Abbé de ladite Abbaye est né mesme Visiteur du General, conjoinctement auec les Abbez de Floreffe & de Cuissy. Ce qui doit faire connoistre au Conseil l'importance de la contestation dont il s'agit.

3. Que la Bulle d'Alexandre V. y est transcrite presque tout au long : ce qui fait voir qu'outre que l'on n'interjette point appel comme d'abus des Bulles de si ancienne datte qu'est celle dudit Alexandre V. parce que (comme il a esté remarqué au procez) *antequam esset lex non erat peccatum*, & auparauant qu'il y eut des Constitutions qui missent des bornes à la puissance Ecclesiastique, & qui donnassent pouuoir aux Iuges Royaux

d'en reprimer les entreprises, il n'y auoit point d'appel comme d'abus; mais encore parce que l'abus ne regardant que l'interest du Roy, quand sa Majesté authorise les actes dans lesquels on pretend qu'il se rencontre, il est purifié.

4. Lesdites Lettres sont signées des Seigneurs du Lude, d'Argenton, du Boccage, Gaillard Procureur General, de Monseigneur le Duc d'Orleans, de Grauille grand Admiral de France, de Miolans, de l'Isle, de Clairieu, &c. qui estoit la maniere la plus authentique de donner des priuileges en ce temps-là, & qui est conforme à la disposition du droit en la Loy *Humanum Cod. de leg.*

Item produisent les Lettres Patentes du Roy François premier données à Amboise au mois de Nouembre 1520. confirmatiues des priuileges & exemptions de l'Ordre de Premonstré, sous la cotte

Item autres Lettres Patentes du Roy Henry II. données à S. Germain en Laye au mois de Decembre 1556. confirmatiues comme dessus, registrées au Parlement de Paris, & produites en la seconde production cottée I. I.

Item autres Lettres patentes du Roy Charles IX. données à Paris au mois de Iuin 1567. & au Chasteau de Boulogne le 27. Ianuier 1571. verifiées & enregistrées au Parlement de Paris le 12. May 1571. lesdites Lettres patentes du Roy Charles IX. données incontinent aprés l'Ordonnance d'Orleans, portant reuocation des exemptions, & confirmation de celles des Chefs d'Ordre, est d'vne extréme consequence pour faire voir, & que dans l'intention du Roy, & dans celle de tous les Parlemens du Royaume, par la plus grande partie desquels il se trouue que lesdites Lettres patentes ont esté verifiées, l'Ordre de Premonstré a esté conserué dans ses Priuileges selon l'esprit de l'Ordonnance, & la iurisdiction du Chapitre general, du General, des Visiteurs & autres Superieurs dudit Ordre, maintenuë & conseruée en son entier, & sont lesdites Lettres patentes en la premiere production sous la cotte K.

Item, produisent les Lettres patentes du Roy Henry IV. données à Paris au mois de Fevrier 1602. confirmatiues des priuileges accordez à l'Ordre de Premontré, & sont lesdites Lettres en la premiere production cottées K.

Item, autres Lettres du mesme Roy Henry IV. du 23 Fevrier audit an 1602. authorisant la iurisdiction du Chapitre general, du General, des Visiteurs & Superieurs dudit Ordre; lesdites Lettres registrées au Parlement de Paris le 15. Mars 1602. & au parlement de Roüen le 12. Iuin de la mesme année, & sont lesdites Lettres en la mesme production sous la cotte K.

Où il est à obseruer, que l'ouurage vniforme de tant de papes & de Roys, qui ont accordé & confirmé lesdits priuileges, merite la protection du Conseil contre des entreprises, dont la suitte seroit de grande consequence pour la dignité de la Couronne.

Item, pour iustifier qu'en vertu de ces droits, priuileges & exemptions, les Superieurs dudit Ordre ont eu de tout temps en eux la source & le principe de la Iurisdiction, laquelle ils ont exercée indépendemment des Euesques, produisent lesdits demandeurs plusieurs pieces concernantes la confirmation des élections.

La premiere est vne Bulle du pape Alexandre III. du quatriéme des Calendes de Nouembre l'an cinquiesme de son pontificat, portant renuoy d'vn nommé Girault, Religieux de l'Abbaye de saint Martin de Laon, qui pretendoit auoir esté éleu Abbé de ladite Abbaye, à l'Abbé de premontré General de l'Ordre, & pere Abbé d'icelle, pour iuger de la validité de ladite élection, & obtenir la confirmation d'icelle le cas y écheant; & remarque ladite Bulle, que le droit de confirmation des élections des Abbez de saint Martin appartient audit Abbé de premonstré en ces termes: *Ad quem eiusdem electionis confirmatio spectat.* Ce qui est tellement veritable, que dans la suitte de ladite Bulle il est remarqué que l'élection dudit Girault ayant esté cassée par ledit Abbé de premonstré, on proceda à vne nouuelle élection du nommé Iean, Religieux de ladite Abbaye, qui fut confirmée par l'Abbé de premonstré; & tous les Religieux, mesme ledit Girault, luy promirent obeïssance. Cette piece est en la troisiéme production sous la cotte I. I. I.

La 2. de l'an 1476. est vn *vidimus* de l'Official de Liege d'vne Bulle du Pape Sixte IV. contenante la police dudit Ordre de Premonstré, & la subordination qui est entre les Abbayes d'iceluy pour le fait des confirmations des élections, ladite pie-

ce est en la troisiéme production sous la cotte M. M. M.

La 3. du 2. Octobre 1476. est vne demission de l'Abbaye de Beau-port Ordre de Premonstré par celuy qui en estoit titulaire entre les mains de l'Abbé de saint Martin de Laon, Visiteur dudit Ordre: & l'acte d'admission de ladite demission pure & simple: ladite piece est en la troisiéme production sous la cotte G. G. G.

La 4. du 11. Mars 1505. est vne confirmation de l'élection de l'Abbé de Cuissy par l'Abbé de Premonstré, ladite piece en la seconde production sous la cotte L. L.

La 5. du 22. May 1531. est vne commission du Prieur & Conuent de Premonstré *sede vacante*, à l'Abbé de saint Martin de Laon, pour presider & proceder à l'élection d'vn Abbé de saint Iued de Braine Ordre de Premonstré; cette piece est en la troisiéme production sous la cotte M. M. M.

La 6. du mois de Septembre 1531. est vne confirmation de l'élection d'vn Abbé de Premonstré, faite par le Pape Clement VII. ladite piece en la seconde production sous la cotte L. L.

La 7. de l'année 1485. est vn procez verbal d'élection d'vn Abbé de Blanchelande, au bas duquel est la confirmation de l'Abbé de Dommartin, Pere Abbé de ladite Abbaye de Blanchelande; cette piece est en la troisiéme production sous la cotte M. M. M.

La 8. du 20. Avril 1635. est vn acte d'élection de l'Abbé de Lavaldieu, en presence de l'Abbé de saint Martin de Laon, Pere Abbé & Superieur immediat dudit Monastere; cette piece est en la troisiéme production cottée G. G. G.

La 9. du 3 Iuillet 1637. & le breuet de consentement du Roy à ladite élection, auec inionction à celuy qui a esté éleu de se retirer par deuers l'Abbé de saint Martin, pour obtenir la confirmation; cette piece estant en ladite troisiéme production cottée G. G. G.

La 10. du 22. Mars 1477. est vn Arrest rendu au Parlement de Paris contre l'Euesque d'Amiens, par lequel il est ordonné que l'Abbé de S. Iean lez Amiens, éleu & confirmé par l'Abbé de Premonstré, ioüira de ladite Abbaye: deffenses à l'Euesque de le troubler sur peine de cent marques d'or, & est ledit Euesque condamné aux despens; cette piece est en la seconde production cottée Y. Y.

La 11. de l'an 1495. eſt vne Sentence renduë par le grand Seneſchal de Normandie, qui adjuge la recreance de l'Abbaye de S. Martin de Mondé, à frere Gilles Vernon, pourueu par l'Abbé de Premonſtré, attendu la negligence des Electeurs; ladite piece eſt en la troiſiéme production ſous la cotte M. M. M.

La 12. eſt vn procez verbal d'execution d'vn Arreſt du Conſeil du dernier Iuin 1522. par Monſieur Bailly Conſeiller au Conſeil, rendu au profit de l'Abbé de Ioyenual, éleu par les Religieux de ladite Abbaye, confirmé par l'Abbé de Premonſtré, contre Pierre Marais pourueu en commande de ladite Abbaye, par lequel Arreſt ledit Abbé éleu & confirmé auroit eſté maintenu en poſſeſſion de ladite Abbaye; ladite piece eſt en la ſeconde production ſous la cotte K. K. & ſert à iuſtifier que le conſeil a touſiours eſté protecteur des priuileges & de la iuriſdiction dudit Ordre de Premonſtré.

La 13. eſt l'employ d'vne preſentation de l'Abbé de Cuiſſy faite par l'Abbé de Premonſtré à Monſ. l'Eueſque de Laon pour obtenir d'iceluy la benediction; en tant qu'en cette piece il eſt dit, que ledit Abbé de Premonſtré a aſſigné le iour de l'élection, y a preſidé, a examiné celuy qui auoit eſté éleu, & l'a confirmé d'authorité paternelle; ladite piece eſt du 14. Octobre 1399. & eſt en la production de l'aduerſe partie, ſous la cotte

La 14. eſt vn pareil employ de l'acte de preſentation de l'Abbé de Bucilly, faite audit ſieur Eueſque de Laon par le Prieur de Premonſtré, pour obtenir la benediction; en tant qu'en cét acte ledit Prieur comme delegué de l'Abbé de Premonſtré (ce qui eſt à noter pour faire voir la iuriſdiction ordinaire dudit Abbé) indicque le iour de l'élection, y preſide en preſence de deux Abbez de l'Ordre, examine & confirme celuy qui auoit eſté éleu: *Hinc eſt*, dit-il, *quod dictum electum per me authoritate Ordinis confirmatum ſimpliciter veſtræ dominationi recommendando præſento, humiliter ſupplicans & deuotè, quatenus eidem munus benedictionis conferre dignemini.* Cette piece eſt du premier Octobre 1401. & eſt en la production de l'aduerſe partie cottée

Seruent leſdites pieces à iuſtifier 1. que l'Abbé de Premonſtré, de S. Martin, & les autres peres Abbez dudit Ordre ont exercé des actes qui ne peuuent conuenir qu'à des exempts: car

il n'y a point de plus noble marque de l'exemption dans le droit, que celle de la confirmation de l'élection d'vn Abbé, laquelle de droict appartient à l'Euesque, quand le Monastere n'est point exempt, *vt notat Panormitanus in cap. cum monasterium extra de electione*: il n'y a que le Pape, ou le Legat *à latere*, qui confirme les Abbez exempts, qui ne sont point reduits sous vn Chef d'Ordre, *cap. si Abbatem, de elect. in 6.* Mais à l'égard de ceux qui sont sous Chefs d'Ordres, la confirmation s'obtient de ceux qu'on appelle les peres Abbez, & les peres Abbez sont confirmez par le General. De sorte que c'est vn argument infaillible pour marquer l'exemption de la iurisdiction, que de faire voir que la confirmation des élections ne procedoit pas du Diocesain. En quoy elle est bien differente de la benediction auec laquelle on l'a voulu confondre lors de la plaidoirie de la cause: car vn Abbé exempt peut estre beny par l'Euesque Diocesain, attendu que la benediction regarde la *puissance d'Ordre*, & que c'est par elle que l'Abbé confere les Ordres mineurs, benit les vases sacrez, les Calices & ornemens.

2. Seruent d'autant plus à iustifier la police inuiolable dudit Ordre, & son indépendance de la iurisdiction des Ordinaires, puis que la presidence aux élections, & la confirmation des éleus appartiennent mesme aux Chapitres des Abbayes superieures *Sede vacante*: de sorte que la confirmation estant la source & le principe de la iurisdiction, toutes les Abbayes dudit Ordre, estans confirmatiues par les superieures, ou peres Abbez, il faut necessairement conclure que, s'il n'y auoit point d'autres titres ny d'autres preuues de la possession, celle-là suffiroit pour les faire declarer independantes de la iurisdiction ordinaire. Et la subordination des Abbayes est tellement essentielle à cet Ordre, que le Pape mesme a renuoyé à l'Abbé de Premonstré la confirmation d'vne élection faite en l'Abbaye de saint Martin de Laon.

3. Qu'encore que l'Inquisiteur de Monsieur l'Euesque de Laon qualifie les Euesques de Laon Fondateurs des Monasteres de Premonstré & de Cuissy (ce qui n'est pas) cette complaisance est vn mauuais argument pour en tirer la iurisdiction; puis qu'encore que l'vn & l'autre soit situé dans le Diocese de Laon, l'élection de l'vn est confirmée par l'Abbé de Premonstré com-

me pere immediat ; & la confirmation de l'autre eſt abſolument reſeruée au Pape.

4. Que s'il eſt conſtant qu'à ceux qui n'ont point de priuilege la *ſeule poſſeſſion* ſuffit pour eſtablir vne exemption (comme le Pape Nicolas I. l'explique excellemment en ſon Epiſtre 62. en laquelle il declare le Monaſtere de S. Calais exempt de la *iuriſdiction* de l'Eueſque du Mans) ceux qui ont titre, & poſſeſſion, comme ſont les demandeurs, doiuent eſtre dits totalement exempts.

Item, pour iuſtifier que toutes les fois que Meſſieurs les Eueſques ont voulu choquer ladite exemption, ils ont ſuccombé, & perdu leur cauſe : produiſent les demandeurs pluſieurs Sentences contradictoires renduës tant par les *Souuerains Pontifes*, que par les Conciles, & deleguez d'iceux.

La 1. de l'année 1255. au mois d'Aouſt, la premiere année du Pontificat du Pape Alexandre IV. eſt vne *Bulle dudit Pape* Alexandre, confirmatiue d'vne Sentence renduë *par* Hugue Cardinal de ſainte Sabine, delegué de ſa Sainteté, entre l'Eueſque de Chaalons, & l'Abbé & Religieux de S. Paul de Verdun, Ordre de Premonſtré ; par laquelle la maiſon de Vuanou (qui eſt vne obedience dependante de ladite Abbaye de ſaint Paul) ſiſe dans le Dioceſe de Chaalons, eſt declarée exempte de la viſite & correction dudit Eueſque, & *les Sentences* d'interdit & d'excommunication par luy prononcées, caſſées & annullées comme attentats à l'authorité du ſaint Siege. Cette Sentence eſt d'autant plus conſiderable, qu'elle a eſté renduë auec grande connoiſſance de cauſe, & meſme contient les plaidoyers & raiſons alleguées tant par ledit ſieur Eueſque de Chaalons, que par les Abbé & Religieux dudit ſaint Paul : Et que les motifs principaux de condemnation contre ledit Eueſque ont eſté les priuileges accordez à l'Ordre de Premonſtré par les Souuerains Pontifes, & la poſſeſſion en laquelle ledit Ordre ſe trouuoit déja eſtre dés ce temps-là. Cette Sentence iuſtifie en outre, que du moment que les Religieux de l'Ordre de Premonſtré ſont introduits dans vn lieu, il deuient au meſme temps exempt de la iuriſdiction de l'Eueſque : car cette maiſon de Vuanou (dont il y eſt parlé) auoit eſté autrefois vn Monaſtere de Moniales d'vn autre Ordre, que les Eueſques de Chaa-

lons auoient visité comme leur estant entierement sujete ; & neantmoins par le moyen de l'introduction desdits Religieux de l'Ordre de Premonstré, ladite Sentence la declare exempte; ladite piece est en la seconde production sous la cotte O. O.

La 2. est ladite Sentence renduë le 13. Aoust 1255. par le susdit Cardinal delegué de sa Sainteté, & produite en la derniere production, & enoncée en la Requeste afin d'adition de pieces.

La 3. de l'an 1293. est vn acquiescement de l'Archeuesque de Reims Metropolitain, à la susdite Sentence, lequel est pareillement produit en la derniere production.

La 4. du 27. Avril 1425. est vne Sentence renduë par François Cardinal de Venise, delegué du Pape Martin V. entre plusieurs Monasteres de l'Ordre de Premonstré situez dans le Diocese de Cologne, & Monsieur l'Archeuesque de ladite ville de Cologne, par laquelle tous les Monasteres y desnommez, comme estans de l'Ordre de Premonstré, & en vertu des priuileges generaux dudit Ordre, ont esté declarez absolument exempts de la iurisdiction dudit sieur Archeuesque : Et porte ladite Sentence l'interuention du Procureur general de l'Ordre, lequel expose pour moyen d'interuention, que l'entreprise dudit sieur Archeuesque faite sur lesdits Monasteres estoit iniurieuse à l'Ordre, lequel est exempt de toute iurisdiction ordinaire, tant par priuilege que possession, dont voicy les termes : *Proponit prædictus Procurator & Syndicus, &c. quòd omnes & singuli Abbates, Præpositi, Priores & Conuentus, aliæque personæ singulæ Ordinis Præmonstratensis, & ipsorum Monasteria & loca, cum rebus & bonis eorum, mobilibus & immobilibus, à decem, viginti, triginta, quadraginta annis, præteritis citra & vltra, & à tanto tempore, & per tantum tempus, cuius initij seu contrarij hominum memoria non existit, fuerint, esséque consueuerint, & hodie sint à quorumcumque Patriarcharum, Archiepiscoporum, Episcoporum, & aliorum secularium Prælatorum inferiorum à Papa, iurisdictione Ordinaria authoritate Apostolicâ penitus liberati & exempti, & solùm Sedi Apostolicæ subiecti ; & ob id à nullo eorumdem Prælatorum personæ dicti Ordinis excommunicari, vel aliàs coërceri, &c.* sur quoy on prononce en ces termes : *Christi nomine inuocato, pro tribunali sedentes, & solum Deum præ oculis habentes, de* I*urisperitorum consilio, per*

per hanc nostram definitiuam sententiam, quam ferimus in his scriptis, pronuntiamus, determinamus, & declaramus supradictos Dominos Abbates, Priores, & eorum Monasteria, & loca prædicta Domino Archiepiscopo Coloniensi propter exemptionem prædictam iure ordinario non subesse; oppositionésque, monitiones, molestationes, exactiones, perturbationes, & inquietationes ipsis coniunctim & diuisim præstitas, fuisse & esse temerarias, illicitas, iniquas, & iniustas, ac de facto præsumptas; præfatóque Reuerendo Patri Domino Theodorico Archiepiscopo Coloniensi de, & super oppositionibus, molestationibus, &c. perpetuum silentium imponendum fore, & imponimus; dictósque Dominos Abbates, Præpositum & Priores, & eorum Monasteria coniunctim & diuisim ab impetitione dicti Domini Theodorici Archiepiscopi absoluendos fore, & absoluimus: ipsúmque Dominum Theodoricum Archiepiscopum in expensis coram nobis in huiusmodi causa legitime factis condemnandum fore, & condemnamus. Est cette piece produite sous la cotte N. N. N. de la troisiéme production.

Sert cette piece à faire voir combien le Pape Martin V. estoit éloigné de vouloir donner aucune atteinte aux Bulles des Papes Alexandre V. & Iean XXIII. par sa reuocation faite au Concile de Constance, puis que son delegué prend pour motif de la Sentence definitiue qu'il rend contre ledit sieur Archeuesque de Cologne les propres termes desdites Bulles, & la possession de l'exemption, en laquelle l'Ordre de Premonstré se trouuoit desia quelques siecles auparauant.

La 5. du Mercredy 20. Mars 1436. est vne Sentence contradictoirement renduë par les deleguez du Concile de Basle contre Iean Euesque d'Amiens en faueur de l'Abbé & Religieux de S. Iean lez Amiens, Ordre de Premonstré, en laquelle lesdits Abbé & Religieux ont dit auoir exposé & fait plainte, *quod licet ab antiquis & retroactis temporibus Abbas & Prior, Canonici & personæ dicti Monasterij sancti Ioannis Ambianensis vigore priuilegiorum & Indultorum Apostolicorum dicto Ordini Præmonstratensi & Monasteriis eiusdem Ordinis concessorum, seu de vsu, more, consuetudine, obseruantia legitimè præscriptis, à quacumque superioritate vel iurisdictione, & visitatione quorumcumque Patriarcharum, Archiepiscoporum, Episcoporum, & aliorum quorumlibet iudicum Ordinariorum, & Officialium Ecclesiasticorum plenariè exempti & li-*

berati, ac in ius & proprietatem Beati Petri, & sanctæ Sedi Apostolicæ immediatè subiecti, & ab ea sub speciali protectione suscepti fuerint: Neantmoins ledit sieur Euesque les a voulu troubler en leur exemption, pretendant les pouuoir visiter & exercer sur eux sa iurisdiction: Sur quoy il a esté prononcé en la forme & maniere qui s'ensuit en presence des Procureurs des parties: *Christi nomine inuocato, pro tribunali sedentes, & solum Deum præ oculis habentes, per hanc nostram definitiuam sententiam, quam de Dominorum coniudicum consilio & assensu ferimus in his scriptis, pronunciamus, decernimus, & declaramus Venerabiles & Religiosos Dominos Abbatem, Canonicos & Conuentum Monasterij sancti Ioannis propè & extra muros Ambianenses Ordinis Præmonstratensis ab omni iurisdictione, potestate, & superioritate, ac specialiter ab omni visitatione, omnique perturbatione, aut alterius cuiuscumque oneris solutione quorumcumque Archiepiscoporum, Episcoporum, & aliorum Ordinariorum, seu illorum Officialium liberos & exemptos, & Sedi Apostolicæ immediatè subiectos fuisse & esse: atque eapropter præfato Domino Ioanni Episcopo Ambianensi, seu ipsius Vicario seu Procuratori præmissa facere minimè licuisse, neque licere: oppositionésque, molestationes, vexationes, recusationes, & impedimenta prædicta per præfatum Dominum Ioannem Episcopum seu eius Vicarium contra Præfatos Abbatem, Canonicos & Conuentum dicti Monasterij, eorumque priuilegia, exemptiones & libertates, vt præmittitur, præstita, fuisse & esse temeraria, illicita, iniqua, & iniusta, ac de facto præsumpta: dictóque Domino Ioanni Episcopo vel ipsius Officiali seu Procuratori super illis prætensis visitationis procurationibus perpetuum silentium imponendum fore, & imponimus; præfatûmque Dominum Ioannem Episcopum in expensis in huiusmodi causa propterea legitimè factis condemnandum fore, & condemnamus.* Ladite piece est en la seconde production sous la cotte O. O.

La 6. du 6. Iuillet 1437. est vne Bulle du Concile de Basle adressante *Venerabilibus Albinganensi & Atrebatensi Episcopis, & Abbati S. Vedasti Atrebatensis*, pour mettre en execution la susdite Sentence renduë contre ledit sieur Euesque d'Amiens, & le contraindre à payer les dépens ausquels il a esté condamné: Ladite Bulle est en outre confirmatiue de la susdite Sentence, & porte & reprend les mesmes termes de la susdite condemnation; ladite piece est en la mesme production cotte O. O.

La 7. du Ieudy 18. Iuillet 1437. eſt vne Commiſſion dudit Concile, pour prononcer vne excommunication contre ledit ſieur Eueſque d'Amiens à cauſe de ſa contumace, auec imploration de l'authorité Royale, & du pouuoir des Magiſtrats : ladite Commiſſion contenuë dans le procez verbal de l'Eueſque, executeur dudit Concile. Cette piece eſt en la meſme production cottée O.O.

La 8. du 22. Iuin 1436. eſt vne Bulle du Pape Eugene IV, confirmatiue de trois Sentences renduës conſecutiuement contre Monſieur l'Eueſque de ſaint Brieuc, au profit de l'Abbaye de Beau-port, Ordre de Premonſtré, par les deleguez de ſa Sainteté : ladite Bulle portant commiſſion aux Abbez de Noſtre Dame de Begar, du Dioceſe de Treguier, de Noſtre Dame de Langeon du Dioceſe de Cornoüaille, & à l'Archidiacre de Henau en l'Egliſe de Liege, pour la publication & execution d'icelle Sentence; dont la prononciation eſt rapportée en la ſuſdite Bulle auoir eſté faite en ces termes : *Petrus Nardy Capellanus noſter & cauſarum Palatij Apoſtolici auditor, cognitis cauſæ illius meritis, de conſilio & aſſenſu Coauditorum cauſarum dicti Palatij, quibus ſuper his relationem fecit fidelem, per ſuam definitiuam ſententiam pronuntiauit, decreuit, & declarauit, Monaſterium, Abbatem, Canonicos, Conuerſos, & Donatos huiuſmodi à iuriſdictione, ſuperioritate, correctione, punitione, viſitatione, & dominio prædictis fuiſſe & eſſe exempta, libera, & immunia, nec non ipſos Abbatem, & Canonicos, Conuerſos, Donatos aliàs ad parendum Epiſcopis, eorúmque monitionibus & præceptis prædictis, ac eiſdem Epiſcopis procurationes, & iura huiuſmodi ſoluere, vel ad Synodum ire, aut coram ipſis reſpondere minimè fore obligatos : ac dictis Epiſcopis iuriſdictionem, ſuperioritatem, ſiue dominium aliquod in Monaſterium, Abbatem, Canonicos, Conuerſos, Donatos, membra, & Eccleſias huiuſmodi aliàs de cætero exercere nullatenus licere : oppoſitiones quoque, & moleſtationes, vexationes, perturbationes, & impedimenta prædicta fuiſſe & eſſe temeraria, indebita, illicita, iniqua, iniuſta, & de facto præſumpta : nec non præfato Epiſcopo ſuper illis, ac dictis ſuperioritate, iuriſdictione, correctione, punitione, viſitatione, procuratione, & dominio perpetuum ſilentium imponendum fore, & impoſuit : ac ipſum Epiſcopum in expenſis coram eo in eiuſmodi cauſa legitimè factis condemnandum fore, & condemnauit.* De laquelle Sentence ledit

sieur Euesque ayant appellé au Saint Siege, elle fut confirmée par le nommé *Petrus Martini de Caueis rubeis*, Chapelain du Pape, & Auditeur des causes du sacré Palais, commis de sa Sainteté pour iuger ledit appel; de laquelle Sentence dudit *Petrus Martini*, ledit sieur Euesque de saint Brieuc ayant encore appellé au Saint Siege le nommé *Robert de Caualcantibus*, Chapelain de sa Sainteté, & Auditeur des causes du sacré Palais, commis pour en iuger, l'auroit confirmé par la Sentence definitiue & confirmatiue des deux precedentes, disant: *Per Præfatum Petrum Martini in causa huiusmodi benè fuisse & esse processum, sententiatum, & definitum, eiúsque sententiam confirmandam fore, & confirmauit: ac ab illa pro parte dicti Episcopi male fuisse & esse appellatum: ac eumdem Episcopum in expensis coram eo in huiusmodi causa legitimè factis condemnandum fore, & condemnauit.* Ladite piece est en la premiere production sous la cotte G.

La 9. du 26. Fevrier 1436. est vn procez verbal contenant comme Monsieur l'Archeuesque de Tours entrant dans le Monastere dudit Beau-port Ordre de Premonstré, pendant le cours de la visite de sa Prouince, a reconnu qu'il n'y pouuoit exercer aucun acte de iurisdiction, & ce en consideration des priuileges accordez à l'Ordre de Premonstré, qui luy furent exhibez, & non pas pour vn priuilege particulier accordé à ce Monastere, comme on le voulut persuader à l'Audience lors de la plaidoyerie de la cause; ladite piece est en la seconde production sous la cotte P. P.

La 10. du 6. Iuillet 1437. est vne Sentence renduë par le Concile de Basle ou ses deleguez, au profit des Abbez de Dommarin & de saint André aux Bois, par laquelle lesdits Abbez & leurs Conuents sont declarez exempts de la iurisdiction de l'Euesque d'Amiens, auec condemnation de despens contre ledit sieur Euesque, & sont les termes de ladite condemnation: *Matthæus Nitari Canonicus Frisingensis, Decretorum Doctor, vnus ex iudicibus causarum audientiæ, cognitis huius causæ meritis de consilio & assensu aliorum Con-judicum suorum causarum dictæ audientiæ, quibus super ijs relationem fecit fidelem, per suam definitiuam sententiam pronuntiauit, decreuit, & declarauit Abbates, Canonicos, & Conuentus Monasteriorum sancti Iudoci in nemore aliàs Dommarini, & S. Andreæ in nemore prædictos, ab omni visitatione, supe-*

rioritate, potestate, & iurisdictione Archiepiscoporum, Episcoporum, & Ordinariorum, ac eorum Officialium huiusmodi liberos & exemptos, ac Sedi prædictæ immediatè subiectos fuisse, & esse, nec non oppositiones, molestationes, vexationes, & impedimenta prædicta fuisse & esse temeraria, illicita, iniqua, iniusta, & de facto præsumpta, ac Ioanni Episcopo & illius Officiali seu Procuratori prædictis illa facere minimè licuisse seu licere, ipsisque Ioanni Episcopo ac Officiali seu Procuratori super visitatione ac visitationum exactione huiusmodi perpetuum silentium imponendum fore & imposuit, nec non eumdem Episcopum in expensis in eiusmodi causa legitimè factis condemnandum fore, & condemnauit. Ladite piece est en la troisiéme production sous la cotte Q.Q.Q.

Où il est à remarquer qu'au mesme temps que le Concile de Basle rend sa Sentence en faueur des Abbez & Religieux de Dommartin & saint André au Bois, contre Monsieur l'Euesque d'Amiens, le Pape Eugene IV. en rend vne pareille contre Monsieur l'Euesque de S. Brieuc, en faueur des Abbé & Religieux de Beau-port, tant l'exemption de l'Ordre de Premonstré estoit constante à tous & par tout.

La 11. du 18. Iuillet 1437. est vne Commission dudit Concile, pour prononcer vne excommunication contre ledit sieur Euesque d'Amiens, à cause de sa contumace, auec imploration de de l'authorité Royale, & du pouuoir des Magistrats : ladite Commission contenuë dans le procez verbal de l'Euesque executeur dudit Concile. Ladite piece est en la mesme production sous mesme cotte.

La 12. de l'an 1375. est vne Sentence renduë par l'Official de Clermont en Auuergne, au profit des Religieux de saint André lez Clermont, Ordre de Premonstré, par laquelle il les declare, (attendu les priuileges dudit Ordre) exempts de la iurisdiction ordinaire, & reconnoist qu'il ne peut estre leur Iuge par ces termes : *Nos igitur Officialis præfatus ad iura reddendum pro tribunali sedentes, visis priuilegijs prædictis, & habitâ deliberatione maturâ cum peritis, interloquendo pronunciamus dictos Abbatem & fratrem Gerardum fuisse & fore exemptos à iurisdictione nostra, cum etiam Ordinis Præmonstratensis immunes & exempti à iurisdictione Ordinariorum existant, ipsos licentiantes ab examine nostro*: Ladite piece est en la premiere production sous la cotte I.

La 13. du 11. Iuillet 1653. eſt vne Sentence definitiue de la Rote, par laquelle le Monaſtere de Wiltine ſitué dans le Tirol, eſt declaré exempt de la Iuriſdiction Epiſcopale pour auoir eſté incorporé à l'Ordre de Premonſtré ; ladite piece eſt en la ſeconde production ſous la cotte C. C.

La 14. du 6. Septembre 1641. eſt vne Sentence renduë en la Primatie de Lion, au profit de frere Piart, Religieux Curé de l'Ordre de Premonſtré, appellant d'vn déni de renuoy par l'Official de Sens pardeuant ſon Superieur Regulier, par laquelle la Sententence dudit Official eſt infirmée, & ledit Piart rendu à ſon Superieur Regulier : ladite Sentence a eſté confirmée par Arreſt du Parlement de Paris; cette piece eſt en la premiere production ſous la cotte C.

Item, pour monſtrer comme lors que les Exempts plaidoient en la Iuriſdiction des Conſeruateurs Apoſtoliques, ceux dudit Ordre de Premonſtré comme eſtans exempts & immediatement ſujets au S. Siege, y auoient leurs cauſes commiſes, produiſent leſdits demandeurs pluſieurs pieces.

La 1. de l'an 1435. eſt vne Sentence du Vice-gerent de l'Abbé de ſainte Geneviefue de Paris, Conſeruateur Apoſtolique des priuileges de l'Ordre de Premonſtré, par laquelle le nommé Iean Poral eſt excommunié pour ſa contumace, à la requeſte des Religieux de Ioyenual, Ordre de Premonſtré, Dioceſe de Chartres.

La 2. du 17. Aouſt 1480. eſt vne autre Sentence renduë au profit des Religieux du Perray-neuf, Ordre de Premonſtré, Dioceſe d'Angers par le Conſeruateur Apoſtolique, contre l'Archidiacre d'Angers, par laquelle il eſt enjoint à l'Official dudit Archidiacre, de renuoyer pardeuant ledit Conſeruateur la cauſe pendante entre le Promoteur dudit Archidiacre prenant le fait & cauſe, & le nommé Robert, demeurant en la grange du Bois-Raoult dépendante de ladite Abbaye du Perray-neuf : ſouſtenans leſdits Religieux qu'ils auoient droit d'adminiſtrer les Sacremens à tous ceux qui demeuroient dans l'enclos de ladite Grange, ſuiuant les priuileges dudit Ordre, par leſquels les perſonnes & les lieux en dépendans ſont exemps de toute iuriſdiction & viſite, & que ledit Archidiacre n'auoit pû pretendre de viſiter la Chapelle eſtant en ladite Grange ; & porte ladite Sen-

tence, qu'à faute par ledit Official de faire ledit renuoy, les peines portées par les priuileges dudit Ordre contre les contreuenans seront declarées par eux encouruës.

La 3. du 7. May 1521. est vne Sentence renduë par lesdits Conseruateurs, entre le Curé de Senarpont, & Maistre Anselme Ansar, Prestre; les Religieux de l'Abbaye saint Pierre lez Selincourt, Ordre de Premonstré Diocese d'Amiens, ioints auec luy; soustenans pareillement lesdits Religieux que suiuant les priuileges dudit Ordre ils pouuoient administrer & faire administrer les Sacremens, exercer & faire exercer les droits Curiaux par tel Prestre que bon leur sembleroit: par laquelle Sentence à l'égard du Curé de Senarpont ils sont deschargez de sa demande: & à l'égard de la demande du sieur Euesque d'Amiens, qui estoit ioint auec ledit Curé, la cause est continuée à trois semaines, toutes les choses demeurant *en estat, c'est à dire, sans* preiudice de la possession desdits Religieux.

La 4. du 9. Aoust 1659. est vne Sentence renduë aux Requestes de l'Hostel, par laquelle vne semblable contestation est decidée à l'auantage desdits Religieux de saint Pierre lez Selincourt, maintenus en la possession d'administer les *Sacremens* dans l'enclos de leur Abbaye.

Seruent en outre lesdites pieces à iustifier, 1. Que non seulement la possession de liberté & immunité en laquelle est ledit Ordre, ne peut raisonnablement estre contestée; mais encor qu'ils ont des droits si éminens & si priuilegiez, en la possession desquels ils se sont conseruez, qu'il y a lieu de s'estonner des entreprises de Monsieur l'Euesque de Laon. 2. Que les personnes demeurantes dans l'enclos & dépendances des Abbayes dudit Ordre ne sont aucunement sujettes aux droits Curiaux, parce que lesdits lieux *sunt penitus exempta cum clero & populo*, & que les Curez n'y peuuent administrer les Sacremens, non pas mesme d'Eucharistie & de Penitence; & sont lesdites pieces en la seconde production sous la cotte Q. Q.

Item, pour iustifier l'ancienne possession de l'exemption dudit Ordre de tous droits de Visites ou Procurations, tant pour les Monasteres que pour les lieux en dépendans, produisent les demandeurs plusieurs pieces.

La 1. du mois de Iuillet 1213. est vne Sentence renduë par

les deleguez du S. Siege, entre l'Abbaye de faint Iued de Braine, Ordre de Premonftré, & l'Archidiacre de Beauuais, pour raifon du droit demandé par ledit Archidiacre, en vne maifon ou grange dépendante de ladite Abbaye fituée dans fon Archidiaconé; cette piece eft en la troifiéme production fous la cotte N. N.

La 2. du mois de Fevrier 1214. eft vn acte d'acquiefcement de la part dudit Archidiacre de Beauuais à ladite Sentence; cette piece eft en la mefme production & mefme cotte.

La 3. de l'an 1215. eft vne Chartre de Philippes Euefque de Beauuais, par laquelle il declare, que s'il a efté receu en la grange d'Aquify, dépendante de l'Abbaye faint Iued de Braine, Ordre de Premonftré, ladite grange fituée dans fon Diocefe, ç'a efté *Non ex debito, fed ex gratia*; & qu'il ne luy eft deu aucun droit de procuration fur icelle à caufe de fa dignité Epifcopale; cette piece eft en la mefme production & cotte.

La 4. du Ieudy auant la Natiuité de faint Iean Baptifte de de l'an 1258. eft vn acte de non preiudice donné par l'Archeuefque de Cambray à l'Abbaye de Vicoigne, fille & membre dépendant de l'Abbaye faint Martin de Laon, par lequel il reconnoift que iufques alors ny luy ny fes predeceffeurs n'auoient eu aucun droit d'exiger aucune procuration en ladite Abbaye, ny dans les dépendances d'icelle fituées dans fon Archeuefché; & accorde qu'à l'auenir ny luy ny fes fucceffeurs ne puiffent exiger ledit droit; cette piece eft en la derniere production, & énoncée en la Requefte afin d'addition de pieces.

La 5. du Mercredy aprés l'Octaue de la fainte Trinité 1260. eft vn autre acte de non preiudice de Nicolas Archeuefque de Cambray donné à ladite Abbaye de Vicoigne, par lequel il declare que voulant conferuer ladite Abbaye dans fon ancienne liberté, il accorde que ny luy ny pas vn de fes Officiers ne puiffent à l'auenir exiger aucun droit de procuration dans ladite Abbaye, ny dans aucune dépendance d'icelle; cette piece eft en la mefme production.

La 6. de l'an 1271. le Lundy aprés le Dimanche des Rameaux, eft vne declaration de Nicolas Archeuefque de Cambray, donnée à l'Abbé & Conuent dudit Vicoigne, Ordre de Premonftré, qu'il ne fe fouuient pas auoir iamais efté dans la-

dite

dite Abbaye (quoy qu'il y ait esté plusieurs fois) sinon à la priere dudit Abbé, & que ce n'est pas son intention, & ne l'a iamais esté, d'auoir esté en ladite Eglise pour y perceuoir aucun droit de procuration, *Cùm nullum ius*, dit-il, *vnquam habuerimus, vel habeamus ad præsens in prædicta Ecclesia, vel in aliqua curte ipsius in nostra Diœcesi existente, aut alibi percipiendi eamdem*. Cette piece est en la mesme production.

La 7. de l'an 1278. du Mercredy aprés la feste de S. Pierre aux Liens, est vne Sentence renduë par Maistre Gerard de saint Omer Archidiacre de Cambray, pour le district de Brabant, contre l'Archeuesque dudit Cambray, en faueur de l'Abbé & Conuent de Vicoigne, declarant que tant ladite Abbaye, que toutes les dépendances d'icelle sont entierement exemptes de tout droit de procuration enuers ledit Archeuesque; cette piece est en la mesme production.

La 8. de la mesme année 1278. le iour de l'Octaue de l'Assomption Nostre-Dame, est vn acte d'acquiescement d'Enguerrand Archeuesque de Cambray, à ladite Sentence renduë contre luy par le susdit Archidiacre; cette piece est en la mesme production.

Le 9. de l'an 1301. le lendemain de la feste saint Denis, est vne declaration de Guy Archeuesque de Cambray, disant, que s'il a esté receu quelquesfois en l'Abbaye de Vicoigne, ou en quelques-vnes des granges dépendantes d'icelle situées dans son Archeuesché, il n'entend point par cette liberalité & reception auoir acquis en icelles aucun droit de procuration, ny pour luy ny pour ses successeurs, reconnoissant ladite Abbaye comme toutes ses dépendances exempte dudit droit. Cette piece est en mesme production comme dessus.

La 10. de l'an 1305. le lendemain de la feste sainte Marie Magdeleine, est vne pareille declaration faite par le susdit Guy Archeuesque de Cambray, à l'Abbé & Religieux dudit Vicoigne.

La 11. de l'an 1312. le Dimanche d'aprés la feste saint Matthieu Apostre, est vne declaration de Pierre Archeuesque de Cambray, qu'il a esté receu dans le Monastere de Vicoigne, *Non causâ debitæ sibi Procurationis, sed ex mera libera charitatis gratia, per quod sibi aut suis successoribus nihil vult iuris acquiri*.

E

nec per hoc Monasterio in posterum præiudicium generari.

La 12. de l'an 1351. le 23. Ianuier, eſt vne declaration de Pierre Archeueſque de Cambray, donnée à l'Abbé & Conuent de Vicoigne, que s'il va dans les fermes ou granges dépendantes dudit Vicoigne ſituées dans ſon Dioceſe, il ne veut pas que la liberalité qu'on exerce en le receuant luy puiſſe acquerir aucun droit de procuration ny pour luy ny pour ſes ſucceſſeurs, *Cùm ad aliquam procurationem Abbas & Conuentus Monaſterij prædicti nobis minimè teneantur.* Ces pieces ſont en la meſme production.

La 13. du 27. Nouembre 1399. eſt vn acte d'vn Archidiacre de Soiſſons, portant declaration qu'il ne pretendoit aucun droit de viſite ou procuration dans l'Egliſe S. Iued de Braine, Ordre de Premonſtré. Cette piece eſt en la troiſiéme production ſous la cotte O. O. O.

La 14. du mois de Iuillet 1408. eſt vne declaration de Philippes des Eſſars Archidiacre de Soiſſons, qu'il ſçait bien qu'à raiſon de ſon Archidiaconé, il n'a aucun droit de procuration ny de viſite en l'Abbaye S. Iued de Braine; cette piece eſt en la meſme production & meſme cotte.

La 15. du 24. Iuillet 1415. eſt vne declaration d'vn Eueſque de Soiſſons, qui reconnoiſt qu'il ne peut exercer aucune iuriſdiction ny par luy ny par ſes Officiaux, dans les lieux dépendans de ladite Abbaye de Braine; cette piece eſt en la meſme production & cotte.

La 16. du 6. Aouſt 1502. eſt vne pareille declaration de Iean Eueſque de Soiſſons, laquelle piece eſt en la meſme production & meſme cotte.

Seruent leſdites pieces à iuſtifier, 1. Que la poſſeſſion d'immunité & d'exemption dudit Ordre, eſt eſtably par des actes & des iugemens ſolemnels rendus auec des Eueſques Dioceſains & Archidiacres, qui ſont les perſonnes les plus intereſſées. 2. Que leſdits actes ſont d'autant plus importans, qu'ils ont eſté rendus en matiere de viſite & de procuration, qui ſont les deux cas plus ſpecialement reſeruez aux Eueſques pour marque de leur iuriſdiction.

Item, pour iuſtifier l'ancienne poſſeſſion de la plenitude d'exemption dont a touſiours ioüy ledit Ordre, reconnuë meſme

par Messieurs les Eueſques, qui ont auoüé par actes authentiques auant & aprés la Bulle d'Alexandre V. qu'ils ne pouuoient donner la benediction, conferer les Ordres ou la Tonſure clericale, ny exercer aucune iuriſdiction ſur les perſonnes, ny dans les lieux dudit Ordre, non pas meſme entrer dans leſdits lieux, que du conſentement des Religieux; produiſent les demandeurs pluſieurs pieces.

La 1. du mois de May l'an 1256. eſt vne declaration ou acte de non preiudice, donné par l'Eueſque d'Amiens à l'Abbaye de Dommartin, Ordre de Premonſtré, Dioceſe dudit Amiens, en ces termes : *Nolumus per huiuſmodi hoſpitalitatem ſeu pernoctationem Eccleſiæ prædictæ præiudicium in poſterum generari, propter hæc enim ad receptionem Epiſcopi vel Archidiaconi loci Eccleſia non tenetur.* Cette piece eſt en la ſeconde production cottée S. S.

La 2. de l'an 1302. eſt vn acte par lequel il ſe voit, que l'Official de Laon a rendu vn Religieux deferé pardeuant luy à l'Abbé de ſaint Martin de Laon, Superieur dudit Religieux, qui l'auoit vendiqué. Quelle preuue plus authentique peut-on deſirer des priuileges dudit Ordre, qu'vn acte ſolemnel il y a plus de 360. ans, par l'Official dudit ſieur Eueſque de Laon, c'eſt à dire, par luy-meſme ? Et ces termes, *Reddidit eidem Abbati*, ſont tres-importans, parce que ſelon l'interpretation que l'vſage leur donne, ils marquent le defaut abſolu de puiſſance & iuriſdiction en la perſonne dudit Official; ce qui fait connoiſtre que ledit Ordre de Premonſtré, ou (ſi l'on veut) ladite Abbaye de ſaint Martin de Laon, a eſté exempte de la iuriſdiction de l'Ordinaire, dés l'inſtant meſme qu'elle a eſté miſe en la puiſſance de l'Abbé de Premonſtré, & que les Eueſques de Laon ont ſi bien eux-meſmes reconnu cette verité, qu'ils l'ont confirmée par des actes authentiques; cette piece eſt en la troiſiéme production cottée B. B. B.

La 3. de l'an 1323. eſt vn acte de non preiudice, donné par Robert Archeueſque de Rheims viſitant ſa Prouince, à l'Abbaye de ſaint Martin de Laon, par lequel il declare, que le ſeiour qu'il a fait pendant le temps de ſa viſite du Dioceſe de Laon dans le Monaſtere de ſaint Martin, ne pourra nuire ny preiudicier à l'Abbé & Conuent de ladite Abbaye, ny luy acquerir ou à ſes ſucceſſeurs aucun droit ſur icelle; cette piece eſt en la

premiere production ſous la cotte G.

La 4. & 5. ſont des années 1399. & 1408. & contiennent les declarations de deux Archidiacres de Soiſſons cy-deſſus données à l'Abbaye ſaint Iued de Braine.

La 6. de l'an 1407. eſt vne declaration de Iean Eueſque d'Amiens donnée à l'Abbaye de Dommartin, Ordre de Premonſtré, qui fait voir que les *Tonſures Clericales* ne ſe conferent par les Eueſques dans les Monaſteres dudit Ordre, qu'auec la permiſſion des Abbez des lieux; cette piece eſt en la premiere production cottée G.

La 7. de l'année 1415. eſt vne declaration d'vn Eueſque de Soiſſons, qui reconnoiſt qu'il ne pouuoit exercer aucune iuriſdiction, ny par luy, ny par ſes Officiaux dans les lieux dépendans de l'Abbaye S. Iued de Braine dudit Ordre, & ce en conſideration des priuileges qu'on luy auoit fait voir; cette piece eſt en la troiſiéme production cottée O. O. O.

La 8. de l'année 1436. eſt vn procez verbal, qui fait voir comme l'Archeueſque de Tours faiſant la viſite de ſa Prouince, & entrant dans le Monaſtere de Beau-port Ordre de Premonſtré, Dioceſe de ſaint Brieuc, a reconnu qu'il n'y pouuoit exercer aucun acte de iuriſdiction, & ce en conſideration des priuileges accordez à l'Ordre, qui luy furent exhibez; cette piece eſt en la premiere production cottée G.

La 9. de l'an 1449. eſt vne declaration de Pierre Eueſque d'Auxerre, donnée aux Religieux de l'Abbaye S. Marian lez Auxerre, Ordre de Premonſtré, portant ces termes: *Notum facimus, quòd ratione prædictæ moræ, quam in dicta domo fecimus, nullum intendimus nec volumus prædicto Abbati, nec Ordini Præmonſtratenſi, ſiue Curato dictæ Parochiæ præiudicium inferri: immo eorum iura, libertates, franchiſias, & prærogatiuas illibatas fore volumus, & conſeruare prout erant ante noſtrum aggreſſum & manſionem quam fecimus in prædicta domo.* Cette piece eſt en la ſeconde production cottée S. S.

La 10. de l'an 1475. eſt vne proteſtation du Suffragant de l'Eueſché d'Amiens, qu'il n'adminiſtroit le Sacrement de Confirmation & la Tonſure, & ne faiſoit les autres fonctions Epiſcopales dans l'Egliſe de Dommartin, Ordre de Premonſtré, ſituée dans ledit Dioceſe d'Amiens, que par la licence, du

consentement & permission de l'Abbé & Conuent de ladite Abbaye ; ce qu'il voulut mesme qu'on inserast dans les lettres que l'on donnoit à ceux qui auoient esté Tonsurez : *In signum cuius*, dit la pancarte, *in fine litterarum nomine venerabilium virorum Dominorum in spiritualibus & temporalibus Ambianensium Vicariorum generalium, sigillo Officij Vicariatus Ambianensis sigillatarum, signóque manuali præfati Secretarij signatarum eisdem iuuenibus & paruulis ibidem tonsuratis concessarum præfatus Dominus Episcopus per ipsum Secretarium & per alios easdem litteras facientes & scribentes poni fecit & inseri hoc quod sequitur, scilicet. Datum apud Domnum-martinum de licentia Venerabilis Abbatis dicti loci 1475. 5. Ianuarij. Et similiter posuit litteris datis ibidem die 6. dicti mensis Ianuarij, scilicet, De licentia prælibati Domini Abbatis, vt prætactum est.* Cette piece est en la premiere production cottée G.

La 11. de l'an 1492. est vne declaration d'Estienne Euesque de Seez, donnée à l'Abbaye de Silly, Ordre de Premonstré, Diocese dudit Seez, portant ces termes : *Notum facimus nos hac die datæ præsentium apud Monasterium Beatæ Mariæ de Silleio nostræ Diœcesis, causâ peregrinationis & deuotionis accessisse ac Sacramentum Confirmationis, & tonsuras Clericales ibidem, de licentia tamen & permissu Venerabilis Patris Mauritij, diuinâ permissione dicti Monasterij Abbatis, Ordinis Præmonstratensis contulisse : ad quæ præmissa idem Dominus Abbas nos recepit benigniter, & admisit, iuribus tamen ac priuilegijs, & exemptionibus suis saluis : protestatione etiam primitùs per eum factâ, quòd quidquid contigerit nos in dicto Monasterio agere non intendebat ipse ad hoc nos quoquo modo recipere, nisi tamen de eius beneplacito & voluntate, nec ad hoc fore aut esse subiectum ; & quod hoc in posterum sibi, dictóque Monasterio & Ordini, ac iuribus, priuilegijs, libertatibus, & exemptionibus suis non noceret, aut in futurum præiudicium afferret. Ad quam quidem protestationem ipsum Dominum Abbatem recepimus, & admisimus per præsentes.* Ladite piece est en la premiere production sous la cotte G.

La 12. de l'an 1495. est vn acte de l'Official de Seez, par lequel il se void que l'Euesque a prié l'Abbé de Silly, Ordre de Premonstré, de luy permettre de conferer les Ordres mineurs à vn Clerc de son Diocese, & reconnu qu'il estoit *in territorio*

non subdito, & nullo modo suæ maioritati aut iurisdictioni subie-ҫto; declarant en outre que cela ne feroit aucune consequence ny preiudice aux priuileges dudit Ordre; cette piece est en la mesme production sous la cotte G.

La 13. de l'an 1499. est vne reconnoissance de l'Euesque de Seez, qui estoit lors entrant en l'Abbaye de Silly, Ordre de Premonstré, Diocese dudit Seez, qu'il reconnoissoit ses priuileges, & porte ledit acte: *Lequel mondit sieur de Seez respondit, qu'il en estoit bien informé, & qu'il auoit veu plusieurs de leursdits priuileges, & qu'il ne venoit point en ladite Abbaye pour déroger ausdits priuileges, mais pour ayder à les conseruer de son pouuoir & entretenir: comme aussi qu'il n'entendoit point venir en ladite Abbaye par quelque authorité: Iceluy mondit sieur de Seez exhortant lesdits Abbé & Religieux à garder & deffendre lesdits priuileges contre toutes personnes, soy offrant leur ayder, garder & deffendre.* Ladite piece est en la seconde production cottée S. S.

La 14. de l'an 14.... est vne declaration d'vn Euesque d'Amiens, que les *Tonsures Clericales*, & le sejour qu'il a fait dans l'Abbaye de Dommartin, Ordre de Premonstré, Diocese dudit Amiens, auec la licence & permission de l'Abbé du lieu, ne pourroit preiudicier en façon quelconque à ladite Abbaye, ny tirer à consequence pour luy, ny pour ses successeurs; cette piece est en la mesme production cottée S. S.

La 15. de l'an 1502. est vne reconnoissance & declaration de Iean Euesque de Soissons, que le sejour qu'il a fait en l'Abbaye de saint Iued de Braine, Ordre de Premonstré, Diocese dudit Soissons, n'a esté pour y faire ny exercer aucun acte de iurisdiction ou visite: *Non autem*, dit-il, *visitationis causâ in eodem exercendæ, sed duntaxat quia per Venerabiles & Religiosos viros Abbatem & Conuentum eiusdem Monasterij pro recreatione captanda fuimus amicabiliter inuitati: quod nec per nos, nec per successores nostros ad consequentiam trahi volumus.* Cette piece est en la troisiéme production sous la cotte O. O. O.

La 16. du 5. Nouembre 1503. est vn acte, par lequel l'Euesque de Soissons, & l'Abbé de saint Iued de Braine, Ordre de Premonstré, Diocese dudit Soissons, protestent respectiuement, sçauoir ledit sieur Euesque, que s'il ne donne point *la benediction* en ladite Eglise de Braine, cela ne luy pourra pre-

iudicier, encore qu'il reconnoisse l'exemption & priuilege de la-dite Abbaye ; cette piece est en la mesme production & sous mesme cotte.

La 17. du 26. Iuin 1551. est vne declaration d'vn Prestre demeurant en la ville de Braine, qu'il a demandé la permission aux Religieux de l'Abbaye saint Iued, Ordre de Premonstré, pour y publier vn Monitoire de l'Official de Soissons, & qu'il n'y a iamais administré les Sacremens sans vne licence speciale, ladite reconnoissance passée pardeuant deux Notaires ; cette piece est en la troisiéme production cottée O. O. O.

La 18. du 23. Iuin 1644. est vne declaration de Maistre Antoine Poitiers, Docteur en Theologie de la Faculté de Paris, Curé de saint Nicolas de Braine, Diocese de Soissons, qu'il ne pretend aucune iurisdiction en l'Abbaye saint Iued dudit Braine, ny dans les dépendances d'icelle ; cette piece est en la mesme production cottée O. O. O.

La 19. du 30. Avril 1662. est vne Lettre & declaration de Monsieur l'Euesque d'Amiens, au Pere Prieur de l'Abbaye saint Pierre lez Selincourt, Ordre de Premonstré, Diocese d'Amiens, dont la teneur s'ensuit : *Mon Reuerend Pere, I'ay receu auec bien de la ioye le compliment que m'a fait le Pere Grindel de vostre part, & de vostré communauté: Comme l'on m'a dit que vostre Eglise est vne des plus propres du canton pour y conferer le saint Sacrement de Confirmation, i'ay creu que vous ne seriez pas fasché de me la prester pour le conferer aux habitans des villages d'alentour. Ie vous demande aussi, mon Reuerend Pere, pardon d'auoir choisi vn temps pour cela, qui pourra vous apporter quelque incommodité, parce que i'apprens que vous tenez presqu'enuiron ce temps-là vostre Chapitre : I'espere pourtant estre hors de chez vous auant que vous le commenciez : Et vous iugerez bien par ce que vous rapportera vostre Religieux, que ie n'ay pensée de vous voir que comme mes bons amis, sans aucunes pretensions de blesser en la moindre chose vos priuileges. Ie me recommande à vos prieres, & suis mon Reuerend Pere, vostre tres-humble & tres affectionné seruiteur, François Euesque d'Amiens.* Cette piece est en la production derniere, & énoncée en la Requeste afin d'adition de pieces.

La 20. de l'an 1293. est vn acquiescement de l'Archeuesque

de Reims, à l'execution de la Sentence renduë en l'an 1255. par le Cardinal de sainte Sabine, par authorité du Pape Alexandre IV. en faueur des Religieux de l'Abbaye de saint Paul de Verdun, Ordre de Premonstré, contre l'Euesque de Chaalons, pour raison du droit de visite; dans lequel acquiescement ledit Archeuesque reconnoist que la maison de Vuanou les Dames, dépend *pleno iure* de l'Abbaye de saint Paul de Verdun, à cause des priuileges de l'Ordre: & est cette piece produite en la derniere production, & énoncée en la Requeste afin d'adition de pieces.

La 21. de l'an 1215. est vne Chartre de Philippes Euesque de Beauuais, par laquelle il declare, que s'il a esté receu en la maison ou grange d'Aguisy, dépendante de l'Abbaye de saint Iued de Braine, Ordre de Premonstré, ç'a esté *non ex debito, sed ex gratia*, & qu'il ne luy est deu aucun droit de procuration sur icelle à cause de son Euesché; cette piece est en la troisiéme production cottée N. N. N.

La 22. de l'an 1271. est vne declaration de Nicolas Archeuesque de Cambray, donnée à l'Abbé & Conuent de Vicoigne, Ordre de Premonstré, & fille immediatement dépendante de l'Abbaye de saint Martin de Laon, qu'il ne se souuient pas auoir iamais esté dans ladite Abbaye de Vicoigne (quoy qu'il y ait esté plusieurs fois) sinon à la priere de l'Abbé du lieu, & que ce n'est pas son intention, & ne l'a iamais esté, d'aller en ladite Abbaye pour y exercer aucun acte de iurisdiction: *Cùm nullum ius*, dit il, *vnquam habuerimus, vel habeamus ad præsens in dicta Ecclesia, vel in aliqua curte ipsius in nostra Diœcesi existente, vel alibi, &c.* Cette piece est en la production derniere & Requeste afin d'adition.

Item, pour iustifier & authoriser d'autant plus la susdite possession d'exemption plenissime de toute iurisdiction Episcopale, produisent les demandeurs plusieurs pieces.

La 1. est vn employ des Canons, *Quàm sit necessarium*, & *Luminoso*, cause 18. q. 2.

La 2. est vn employ du priuilege de saint Augustin de Cantorberie, rapporté en la Chronique de Guillaume Torme, imprimée à Londres sur des anciens manuscrits, en la page 1764. octroyé par saint Augustin Apostre d'Angleterre, Legat du

saint

Saint Siege Apoſtolique, deputé par ſaint Gregoire le Grand, auquel on attribuë ce Canon, qui porte ces termes precis parlant de l'Eueſque : *Non ibi miſſas quaſi ad ſuæ ditionis altare, nec ordinationes, vel benedictiones vſurpatiuè ſine Abbatis, vel fratrum petitione exerceat.* Ces emplois ſont en la premiere production cottées H.

La 3. eſt vn employ de la Gloſe de la Clementine, *Attendentes in verbo, aliàs*, qui dit qu'il y a deux eſpeces de Monaſteres exempts : *Aliqua ſunt exempta, quæ non recognoſcunt ſuperiorem niſi Papam : alia ſunt exempta, quia ſunt ordinum exemptorum, ſicut Monaſteria Ordinis Ciſterſienſis, Camaldulenſis & ſimilia : illa ergo non corriget Ordinarius loci, ſed Abbas, vel Prior, cui ſubſunt.* Cette piece eſt en la ſeconde production ſous la cotte C. C.

La 4. eſt vn employ d'vne Sentence definitiue de la Rote, par laquelle le Monaſtere de Wiltine, ſitué dans le Tirol eſt declaré exempt de toute iuriſdiction Epiſcopale pour auoir eſté incorporé à l'Ordre de Premonſtré ; cette piece eſt en la meſme production en cotte C.C.

Seruent leſdits emplois auec les ſuſdites declarations, & actes de non preiudice des Eueſques à iuſtifier. 1. Que tous les Monaſteres exempts ont tres-iuſte raiſon de ſe conſeruer dans cette liberté de n'eſtre point ſujets à receuoir les Ordinations de Meſſieurs les Eueſques, puis que c'eſt le premier article de leur exemption, que les Papes ont iugé neceſſaire pour conſeruer la liberté, le repos, & la tranquillité de la vie Religieuſe. 2. Qu'il n'y a point de difficulté qu'vn trouble de cette qualité, fait à vn Ordre priuilegié, comme eſt celuy de Premonſtré, donne lieu à la complainte la plus iuſte qui fut iamais.

Item, pour iuſtifier que l'Abbaye de ſaint Martin de Laon eſt non ſeulement en la poſſeſſion generale de l'exemption dudit Ordre ; mais encore, que ſpecialement elle a eſté traitée comme exempte par les Souuerains Pontifes, & a eu ſes cauſes iugées de tout temps par les Conſeruateurs Apoſtoliques, donnez aux exempts, produiſent les demandeurs pluſieurs pieces.

La 1. eſt vne ancienne chartre de l'an 1189. par laquelle il ſe voit qu'vn differend qui eſtoit entre ladite Abbaye de ſaint Martin, & celle de ſaint Iulien du faux bourg de Laon pour la

disme de Boyancourt, eſt terminé par Eſtienne Abbé de ſainte Geneviefue, & Ilduin Chancelier de Paris deleguez du Pape.

La 2. du mois de Iuin 1422. eſt vn Ordonnance renduë par vn Doyen de l'Egliſe de Laon, ſubdelegué de l'Abbé de ſaint Aubert de Cambray, l'vn des Iuges Conſeruateurs Apoſtoliques des priuileges de l'Abbaye de S. Martin de Laon.

La 3. de lan 1424. eſt vne pareille Ordonnance, ou Commiſſion deſdits Conſeruateurs Apoſtoliques.

La 4. de l'an 1504. eſt vne Sentence des ſubdeleguez de l'Abbé de ſaint Vincent de Laon, l'vn deſdits Conſeruateurs Apoſtoliques, portant que les Curez y dénommez ſeroient condamnez au payement de la ſomme contenuë en l'obligation & à l'amende.

Seruent en outre leſdites pieces à iuſtifier, 1. Que ladite exemption du Monaſtere de ſaint Martin de Laon eſt d'autant moins diſputable, qu'entre les Conſeruateurs de ſes priuileges il y a eu des Abbez voiſins, voiſins de l'Egliſe Cathedrale de Laon, qui ont pris pour leurs ſubdeleguez les Doyens de la meſme Cathedrale.

2. Que l'exercice de la iuriſdiction deſdits Conſeruateurs a eſté ſi publique, que meſme les commiſſions emanées d'eux ſont legaliſées par l'Official de Monſieur l'Eueſque de Laon.

3. Que cette exemption eſt bien ſpeciale, puis qu'en matiere de diſme (qui eſt le ſujet le plus naturel de la iuriſdiction des Eueſques) les compoſitions ont eſté faites & confirmées non pas par l'Eueſque Dioceſain, à qui naturellement, nonobſtant l'exemption cela ſembloit appartenir; mais par des deleguez du Pape ſpecialement à cét effet.

4. Que pour marquer d'auantage la dignité de cette exemption, il eſt iuſtifié par leſdites pieces, que meſme en demandant & agiſſant contre d'autres particuliers non exempts (nonobſtant la regle *Actor debet ſequi forum rei*) ils auoient leurs cauſes commiſes indefiniement deuant leſdits Conſeruateurs Apoſtoliques.

5. Que ladite Chartre de l'an 1189. eſt vne conuiction des ſuppoſitions de Monſieur l'Eueſque de Laon, puis qu'elle n'eſt poſterieure que de quarante années à la pretenduë Chartre de fondation. Et ſi les Eueſques ſucceſſeurs immediats de Barthemy

n'ont pas diſputé ladite exemption dans vn cas auquel il ſembloit qu'elle ne ſe deuoit pas étendre s'agiſſant de realité, de compoſition de diſmes, comment auiourd'huy l'Inquiſiteur de Monſieur de Laon la veut-il troubler, aprés qu'elle eſt fortifiée d'vne poſſeſſion de plus de cinq cens ans? Et ſont leſdites pieces en la deuxiéme production cottée au dos par D. D.

Item, produiſent leſdits demandeurs pluſieurs autres pieces au meſme effet.

La 1. eſt vn ancien *vidimus* de l'Official de Laon du 13. Ianuier 1405. contenant vne Bulle du Pape Benoiſt XIII. qui eſt vne Bulle conſeruatoire pour l'Abbaye de S. Martin de Laon, par laquelle les Abbez de ſainte Genevieſue de Paris & de ſaint Aubert de Cambray ſont deleguez par le Saint Siege pour connoiſtre de toutes leurs cauſes à l'égard de toutes perſonnes, Eccleſiaſtiques & ſeculieres, fondée ſur ce que, *difficile pro ſingulis querelis ad Apoſtolicam ſedem habere recurſum.* Cette piece eſt en la troiſiéme production cottée A. A. A.

La 2. eſt vne coppie collationnée d'vne Bulle du Pape Alexandre III. de l'an 1159. qui donne à l'Abbaye de ſaint Martin de Laon, *Ius liberæ ſepulturæ*, auec pouuoir d'adminiſtrer les Sacremens à leurs domeſtiques, &c. malades, & de les inhumer chez eux.

La 3. eſt vne Bulle du Pape Martin IV. de l'an 1228. portant confirmation de tous les priuileges, libertez & immunitez accordées audit Monaſtere de ſaint Martin par les Papes ſes predeceſſeurs.

Les 4. & 5. ſont des Bulles des Papes Boniface VIII. de l'an 1299. & Honoré III.

La 6. eſt vne Bulle du Pape Innocent, qui eſt vne Bulle commiſſoire à Meſſieurs Gobert Devaux, & à vn autre Chanoine de l'Egliſe de Laon pour connoiſtre des differens d'entre les Religieux de ſaint Martin de Laon, & les particuliers dénommez en ladite Bulle, tant ſur le chef des diſmes, que ſur pluſieurs autres chefs.

Seruent leſdites pieces à iuſtifier, 1. Que la poſſeſſion d'exemption de ladite Egliſe de ſaint Martin de Laon ne peut pas eſtre maintenant conteſtée, puis qu'il y a tant de ſiecles qu'il eſt conſtant qu'elle n'auoit point d'autre Iuge que le Saint Siege,

pardeuers lequel elle estoit obligée de plaider en premiere instance; priuilege qui ne peut conuenir qu'à des exempts, pour raison dequoy ladite Bulle conseruatoire a esté accordée à ladite Abbaye.

2. De toutes les matieres qui appartiennent naturellement aux Euesques, ou à leurs Officiaux, il faut auoüer qu'il n'y en a point qui soient si specialement reseruées que celles des dismes; iusques là mesme que la plus grande partie des Canonistes tiennent, que l'Euesque en peut connoistre *inter exemptos;* dautant que sa connoissance est du petitoire, & le petitoire est action reelle, laquelle ayant pour sujet vn droit qui s'exerce dans vn territoire non exempt, ne peut participer à l'exemption & au priuilege de celuy auquel il appartient. Cependant par lesdites Bulles ceux de saint Martin de Laon ne reconnoissent point en matiere decimale d'autre tribunal dés ce temps-là, que celuy du Saint Siege, qui en prenoit connoissance par ses deleguez: ce qui iustifie non seulement que ladite Abbaye a eu exemption; mais de plus, que cette exemption est la plus estenduë, la plus ample, & la plus releuée qu'il y ait dans l'Eglise.

3. Cela fait voir que les Bulles de confirmation des priuileges de ladite Abbaye, quoy que tres-anciennes, supposent encore des priuileges plus anciens, non pas seulement de cette supposition que les Canonistes appellent *en forme commune*, mais de celle qui a pour fondement vne verité constante: puis que la possession, qui est la premiere & la plus souueraine interprete des actes, a expliqué ce dont il s'agit, & confirme les prerogatiues de leur exemption, en faisant voir qu'il n'y a aucun cas dans lequel ils n'ayent cét auantage de pouuoir recourir au saint Siege comme estant leur seul & vnique iuge.

4. Lesdites Bulles (mesme celle d'Alexandre III.) estant conceuës en mesmes termes, que celles qui contiennent les priuileges & l'exemption; & sont lesdites pieces en la troisiéme production cottées A. A. A.

Item, produisent les demandeurs plusieurs autres pieces au mesme effet.

La 1. est vne Sentence arbitrale ou composition entre les Abbayes de S. Martin de Laon, & de S. Denis, confirmée par l'Euesque d'Amiens delegué du S. Siege.

La 2. est vne Sentence du Doyen de l'Eglise de Reims & de l'Archidiacre de Soissons, deleguez du S. Siege, pour connoistre d'vne disme contentieuse entre les Eglises de saint Pierre & de saint Martin de Laon.

La 3. est vne autre Sentence arbitrale renduë entre lesdites Eglises de saint Denis, & de saint Martin de Laon, contenant l'omologation demandée aux Euesques de Soissons & d'Amiens, deleguez du Saint Siege par les arbitres.

La 4. de l'an 1190. est vne transaction faite de l'authorité de l'Euesque & du Chancelier de l'Eglise de Paris, deleguez par le Pape Clement III. pour iuger d'vn different d'entre les Religieux de S. Martin de Laon, & ceux de l'Abbaye de Mouzon.

La 5. de l'an 1213. est vne pareille transaction ou composition faite entre l'Eglise de S. Martin, le Tresorier de l'Eglise de saint Iean, & l'Eglise de saint Pierre de Laon, par authorité du delegué du Saint Siege.

La 6. de l'an 1214. est vne autre composition pareillement authorisée par deux subdeleguez du Legat qui estoit lors en France, entre ladite Abbaye de saint Martin de Laon, & quelques particuliers y dénommez.

Les 7. & 8. des années 1215. & 1217. sont semblables compositions ou transactions faites par authorité des deleguez du S. Siege, sur les procez pendans pardeuant eux entre ladite Abbaye de saint Martin, & autres y dénommez.

La 9. de l'an 1228. est vne Sentence *definitiue renduë par le* Doyen & vn Chanoine de Maubeuge, en ladite qualité de deleguez du Saint Siege, entre ladite Abbaye de saint Martin de Laon, & le Seigneur d'Eppe, touchant la chasse de la forest de Samoussy.

La 10. de l'an 1220. est vne Sentence renduë par le Prieur d'Aumont, & le Doyen dudit Maubeuge, aussi deleguez du S. Siege, entre ladite Abbaye de saint Martin, & le nommé Milon de Nauaille, touchant la forest de Vaneau; & vn acquiescement à ladite Sentence, au bas duquel est l'attestation ou certificat enuoyé à l'Archeuesque de Reims delegué du Saint Siege, de cette soûmission & la Sentence d'absolution donnée en consequence par lesdits deleguez.

Les 11. 12. 13. 14. des années 1223. 1225. 1226. sont pareilles

compositions entre ladite Abbaye de saint Martin de Laon, & autres y dénommez pour raison de diuers procez pendans pardeuant les deleguez du Saint Siege.

Les 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. & 35. des années 1226. 1229. 1234. 1240. 1242. 1244. 1245. 1253. 1254. 1266. sont diuerses sentences de compositions pour raison des procez pendans pardeuant l'Abbé de saint Aubert de Cambray, Iuge delegué du Saint Siege, pour raison de la Grange de Vassens. Sentence renduë par le Doyen & vn Chanoine de Melun, Iuges deleguez du Saint Siege, pour raison de certains moulins bannaux appartenans à l'Abbaye de saint Martin de Laon. Compromis & transaction faite de l'authorité du Tresorier de saint Pierre, & d'vn Chanoine de Nostre-Dame de Laon, deleguez du Saint Siege, entre ladite Abbaye & le Commandeur de Chastillon, sur la restitution du droit de pesche sur la riuiere de Belgecourt. Sentence renduë contre la communauté des habitans de Nouion le Comte, par le Prieur de Nogent, delegué du Saint Siege. Sentence definitiue & contradictoire pour raison de la bannalité du moulin de Bursy, au preiudice de laquelle lesdits habitans auoient porté moudre leurs grains ailleurs. Sentence definitiue & contradictoire du Doyen de Maubeuge delegué du Saint Siege, contre le nommé Ponchau de l'Aube, pour raison de la disme appartenante à ladite Abbaye. Sentence renduë entre ladite Abbaye & l'Abbaye de Nogent, par l'Abbé de saint Martin aux Iumeaux, delegué du Saint Siege. Vne procuration donnée au nommé Thomas Balde, pour occuper pour eux dans vne cause pendante entr'eux, & ladite Abbaye de saint Martin de Laon, ladite procuration enregistrée & homologuée par l'Abbé de saint Vincent de Laon, Conseruateur Apostolique des priuileges de l'Ordre de Premonstré. Autres declarations faites par vn nommé Thomas, en vertu du pouuoir à luy donné par la Comtesse de Hainaut & de Flandres, au profit de ladite Abbaye, pardeuant ledit Abbé & Prieur de saint Vincent de Laon, Conseruateurs Apostoliques, pour raison de l'instance laquelle y estoit pendante à cause des exemptions de vinages, peages, & autres droits, dont ladite Abbaye soustenoit estre exempte, & les procurations passées à cét effet. Sentence interlocutoire pour

raiſon du meſme fait. Vne Sentence renduë par le Doyen, l'Archidiacre, & le grand Official de Reims deleguez du S. Siege, entre l'Abbaye de Nogent, & celle de ſaint Martin ; ladite Sentence renduë par leſdits deleguez comme Iuges d'appel. Vne autre Sentence renduë par le Penitencier d'Amiens ſubdelegué du *Saint* Siege, pour raiſon des diſmes, contre vn particulier de la Paroiſſe de Nouion, ladite Sentence definitiue. Deux autres pareilles Sentences par les meſmes Iuges pour raiſon des diſmes de la meſme Paroiſſe, contre deux particuliers habitans.

Seruent leſdites pieces à iuſtifier, 1. Que les priuileges de ladite Abbaye de S. Martin de Laon n'ont iamais eſté conteſtez ; & qu'il n'y a iamais eu de cauſe, pour priuilegiée & fauorable qu'elle ait eſté, en laquelle ils ayent eſté obligez de plaider pardeuant l'Ordinaire.

2. Que dans le temps auquel la iuriſdiction Eccleſiaſtique eſtoit en poſſeſſion de connoiſtre indifferemment de toutes choſes, que les Clercs, ſoit en demandant ou deffendant, ne pouuoient plaider que dans les Officialitez, & qu'ainſi la iuriſdiction Epiſcopale n'auoit point de bornes, les Religieux dudit Ordre de Premonſtré, & ſpecialement ceux de l'Abbaye de ſaint Martin de Laon ne reconnoiſſoient point neantmoins d'autre tribunal que celuy du Saint Siege. Circonſtance ſi importante, qu'il y a lieu de s'eſtonner de ce que le Conſeil de Monſieur l'Eueſque de Laon s'eſt auiſé de conteſter leur exemption.

3. Leſdites pieces iuſtifient, que la pretenduë introduction dudit ſieur Eueſque de Laon n'a iamais paſſé dans l'eſprit de ſes predeceſſeurs pour vn titre de ſujettion ; auſſi ne le pouuoit il pas eſtre (poſé qu'il fut veritable, comme il ne l'eſt point) puis que l'on ne produit point l'original ; leſdites Sentences eſtans preſque auſſi anciennes que ladite pretenduë introduction.

4. Qu'il n'y a point d'Ordre dans le Royaume qui ait des monumens plus auguſtes & plus anciens de ſon exemption de la iuriſdiction des Ordinaires : Eſtant à remarquer que la plus grande partie des pieces cy-deſſus produites, ſont toutes auparauant la compilation du *Sexte des Decretales*, qui eſt le temps

auquel on a commencé à regarder ce qui choque le droit commun du Royaume; car les Decretales de la compilation precedente sont receuës de nous auec veneration & respect.

5. Que dés l'an 1245. c'est à dire du temps du Pape Innocent IV. (sous lequel s'est tenu le Concile vniuersel de Lion) ce celebre Canoniste, cét admirable Iurisconsulte, le plus zelé des Papes pour la conseruation du droit des Ordinaires; ledit Ordre de Premonstré auoit desia des Conseruateurs Apostoliques, puis que le Pape Innocent IV. n'a commencé son Pontificat qu'en l'année 1243. & a tenu le Siege onze ans cinq mois & quatorze iours.

6. Lesdites pieces iustifient, qu'encore que la Bulle du Pape Alexandre V. contienne des clauses qui semblent extraordinaires à ceux qui ne se sont pas voulu arrester à la discussion de la pratique de l'antiquité, toutesfois elle ne fait autre chose que d'expliquer ce qui estoit compris implicitement dans celle du Pape Alexandre IV. & ne contient rien d'implicite ou d'explicite qui ne se iustifie par vne possession des siecles precedens.

7. Que tant s'en faut que ledit sieur Euesque de Laon ait pretexte legitime de vouloir separer ladite Abbaye de saint Martin de Laon des autres de l'Ordre de Premonstré, afin de persuader au Conseil que les auantages qu'il se pourra acquerir, ne pourront preiudicier aux autres Abbayes dudit Ordre: Encore que l'on sçache que du moment qu'vne Abbaye est incorporée dans vn Ordre exempt, elle est en mesme temps exempte: ladite Abbaye de S. Martin a des fondemens de son exemption si solides par vne possession de tant de siecles, que l'on ne les peut contester sans ruiner tout ce qu'il y a de plus asseuré & de plus saint dans la societé ciuile.

8. Que ladite possession est d'autant plus considerable, que non seulement elle est establie sur des actes passez dans la ville de Laon (en laquelle dés ladite année 1245. & mesme auparauant, comme il se void par la lecture desdits actes, estoit establie la conseruation Apostolique dudit Ordre) mais encore dans les autres Dioceses à l'égard des Euesques, qui estoient parties, & qui auoient interest de contester cette exemption, non seulement par la consideration de leur dignité, & de leur

iurisdiction,

iurisdiction, mais encore par celle de leur vtilité particuliere : leur estant bien plus auantageux d'auoir leurs Confreres pour Iuges, que d'estre reduits à la necessité de se soûmettre à la iurisdiction des particuliers deleguez par le Pape pour connoistre de ces sortes de causes.

9. *Il se void* par lesdites Sentences cy-dessus produites, que mesme les compositions & transactions se faisoient sous l'authorité des Iuges deleguez, comme si c'eust esté vne espece d'irreligion de faire quelque chose indépendemment de l'authorité desdits deleguez, ou subdeleguez du Saint Siege ; circonstances qui sont toutes à examiner : Et si pour éuiter la prolixité des écritures, lesdits demandeurs se sont contentez d'vne énonciation generale & sommaire du contenu esdites pieces ; toutesfois le Conseil est tres-humblement supplié d'en vouloir prendre la lecture, parce qu'il n'y en a pas vne qui ne porte auec elle vne confirmation authentique de l'exemption de ladite Abbaye ; & sont lesdites pieces en la troisiéme production, cottées sur le dos C. C. C.

Item, pour iustifier de la suitte & continuation de ladite possession d'immunité & exemption de toute iurisdiction ordinairé, de laquelle ladite Abbaye de S. Martin de Laon a tousiours ioüy : produisent lesdits demandeurs plusieurs autres pieces.

La 1. de l'an 1410. qui est vne Commission d'vn Chanoine de Laon, subdelegué de l'Abbé de S. Vincent dudit Laon, Conseruateur Apostolique des priuileges de ladite Abbaye, *pour citer* des personnes à comparoir pardeuant luy, au bas de laquelle est vn acte de legalisation fait par l'Official de Laon, du seau dudit Conseruateur Apostolique ; reconnoissant que c'estoit celuy dont il auoit accoustumé de se seruir dans ses rescripts.

La 2. du 22. Iuin 1412. est vne pareille Commission de l'Abbé de sainte Geneuiefue Conseruateur Apostolique, pour citer iusques au nombre de huit personnes, qui seront dénommées par les porteurs de ladite Commission.

Les 3. & 4. du 28. Iuin 1412. sont deux procez verbaux de citations faites en vertu de l'ordonnance du Vicegerent de l'Abbé de sainte Geneuiefue Conseruateur Apostolique.

La 5. de l'an 1417. est vne pareille Commission de Iean Marteguin Chanoine de Laon, subdelegué de l'Abbé de saint

Vincent, Conferuateur Apoftolique, au bas de laquelle eft vne Ordonnance portant permiffion d'executer ladite Commiffion decernée par l'Official de Laon.

La 6. de l'an 1418. eft vne Commiffion dudit Marteguin, fubdelegué de l'Abbé de faint Aubert de Cambray, auffi Conferuateur Apoftolique des priuileges de ladite Abbaye, pour denoncer vn particulier debiteur excommunié, faute par luy d'auoir fatisfait dans le temps porté par fon obligation.

La 7. de l'an 1422. eft vne Commiffion pour citer des particuliers pardeuant ledit Marteguin, lors Doyen de l'Eglife de Laon, pareillement legalifée par l'Official de Laon, *Sede vacante*, lequel attefte que le fceau appofé au bas de ladite Commiffion eft celuy dudit Marteguin, auquel on doit ajoufter foy.

La 8. de l'an 1424. eft vne pareille Commiffion dudit Marteguin, auec vne pareille atteftation dudit Official de Laon.

La 9. de l'an 1504. eft vne Commiffion de Iean de Vauboulon, auffi fubdelegué dudit Abbé de S. Vincent; pour denoncer vn debiteur de ladite Abbaye excommunié, à faute d'auoir payé le contenu en fon obligation.

Seruent lefdites pieces à iuftifier, 1. Qu'il y a eu plufieurs Conferuateurs Apoftoliques des priuileges de ladite Abbaye de S. Martin de Laon, commis auec cette claufe, *Quatenus duo, aut vnus veftrûm, per vos, feu per alium vel alios, &c.* conftituez en mefme temps, fçauoir l'Abbé de faint Vincent de Laon, l'Abbé de faint Aubert de Cambray, & l'Abbé de fainte Geneuiefue de Paris: car chacun fçait que dans les derniers temps ces Conferuateurs ont efté multipliez; & que de mefme qu'auiourd'huy tous les refcripts commiffoires qui viennent de Cour de Rome portent ladite claufe; ce ftile s'eft pareillement introduit dans les refcripts conferuatoires.

2. Que cette faculté d'auoir des Conferuateurs Apoftoliques fuppofe neceffairement des priuileges, dont la conferuation eft commife à ceux qui font deleguez à cét effet; c'eft ce qui eft porté expreffement par lefdites commiffions.

3. Que cette verité eft eftablie par la reconnoiffance de l'Euefque, du Doyen, & du Chapitre de Laon, lefquels ont efté mefme fubdeleguez defdits Conferuateurs, & qui font auiourd'huy parties au procez.

4. Encore que nous ne soyons plus dans l'vsage de prononcer des excommunications contre nos debiteurs, toutesfois lesdites Sentences ne laissent pas de marquer la iurisdiction desdits Conseruateurs, & leur authorité indépendante de celle des Ordinaires ; & sont lesdites pieces en la troisiéme production cottées au dos par D. D. D.

Item, produisent lesdits demandeurs plusieurs autres pieces.

La 1. & 2. des années 1516. & 1518. sont deux Sentences renduës par les Vicegerens de l'Abbé de sainte Geneuiefue, Conseruateur Apostolique, pour des redeuances en grain, au profit de l'Abbaye de Valsecret, Ordre de Premonstré, Diocese de Soissons.

La 3. 4. & 5. de l'année 1521. sont trois Sentences d'absolution de l'excommunication prononcée par ledit Conseruateur contre les particuliers y dénommez, en *consequence des condemnations* renduës au profit des Religieux de l'Abbaye S. Iued de Braine.

La 6. du 7. Nouembre 1536. est vne Commission dudit Conseruateur, pour faire assigner Monsieur le Cardinal de Lorraine, pour voir taxer les despens adjugez à frere Nicolas Herissart, Prieur Curé de Cerseüil.

La 7. du 30. Decembre 1538. est vne Sentence renduë par ledit Conseruateur, portant éuocation d'vne instance pendante pardeuant l'Official de Beauuais, sur la requeste de frere Pierre le Duc, Prieur de Bouquy, membre dépendant de l'Abbaye saint Iued de Braine.

La 8. du 21. Auril 1540. est vne Commission des subdeleguez dudit Conseruateur, octroyée au susdit Herissart, pour assigner Monsieur le Cardinal de Ferrare, en reprise d'vne instance pendante deuant luy.

La 9. du 13. Septembre 1540. est vne Sentence desdits subdeleguez, renduë au profit dudit Herissart intimé, par laquelle les appellans sont declarez non receuables en leur appellation.

Seruent lesdites pieces à iustifier, 1. Qu'il n'y a point de cas auquel les Religieux de Premonstré soient sujets à la iurisdiction des Ordinaires : ce qui est excellemment expliqué par les termes de la susdite Commission de l'an 1538. qui porte, que

non seulement les personnes, mais encore les lieux & les membres dépendans des Monasteres dudit Ordre, *Sunt penitus & omnino ab omni iurisdictione ordinaria, & extraordinaria exempta.*

2. Que lesdits priuileges sont tels, que tout ainsi que les Commençaux de la Maison du Roy font renuoyer toutes les causes oû ils ont interest, pardeuant Messieurs des Requestes du Palais. Ainsi du temps que la Iurisdiction des Conseruateurs Apostoliques estoit en vigueur, ceux dudit Ordre auoient droit d'euoquer les instances pendantes és Officialitez pardeuant lesdits Conseruateurs.

3. Que la dignité de ces priuileges est d'autant plus grande, que mesme les Cardinaux, Archeuesques, & Euesques du Royaume n'en pouuoient empescher l'effet.

4. Que si la possession en ces matieres est vn principe souuerain des decisions, il ne peut pas (sauf la reuerence du Conseil) y auoir de lieu, ny de pretexte de douter en la cause dont il s'agit, en laquelle lesdits demandeurs font voir tous les actes imaginables par lesquels la possession de la liberté & exemption peut estre iustifiée. Il n'y en peut auoir de plus authentiques que les iugemens des iurisdictions Conseruatrices; car il n'y a que les exempts qui ayent de semblables prerogatiues, ces prerogatiues ne peuuent conuenir qu'aux exempts, autres qu'eux ne les peuuent posseder : donc tous ces actes sont autant de preuues specifiques & indubitables d'exemption ; & sont lesdites pieces en la troisiéme production cottées au dos P. P. P.

Item, pour iustifier que ladite Abbaye de saint Martin de Laon, quand elle a eu des contestations auec d'autres Abbayes du mesme Ordre, & dans toutes les autres rencontres n'a point reconnu d'autre iurisdiction que celle du General dudit Ordre; produisent lesdits demandeurs plusieurs autres pieces.

La 1. du mois de Decembre 1216. est vne Sentence renduë entre l'Abbaye dudit saint Martin & celle de Cuissy, pour raison du patronage de la Cure de la Cerre, qui est adjugé à l'Abbaye de saint Martin par le General dudit Ordre.

La 2. du 18. May 1411. est vne communicatiou de prieres & suffrages, aux Confreres de la Confrerie érigée en la Chapelle de saint Lambert de ladite Eglise.

La 3. du 2. Octobre 1476. est vne permission du Chapitre ge-

neral, de solemniser la feste des Reliques des Saints qui sont dans ladite Eglise de saint Martin.

La 4. du 2. Octobre 1452. est vne Ordonnance du Chapitre General de Premonstré, de chanter tous les iours vne Antienne à l'honneur des Corps Saints qui reposent en ladite Eglise de saint Martin.

La 5. du 2. Octobre 1461. est vne autre Ordonnance, de comprendre les noms desdits Saints dans les Litanies qu'ils chanteront dans ladite Eglise.

La 6. du 13. Iuin 1461. est vn procez verbal de la visitation des Reliques des Saints qui reposent en ladite Abbaye de saint Martin, faite par l'Abbé d'icelle.

La 7. du 2. May 1512. est vne permission du Chapitre General, de celebrer la Feste de saint Ioseph.

La 8. du 27. Avril 1518. est vne permission d'ériger vne Confrerie en ladite Eglise.

La 9. du 20. May 1518. est vne Lettre d'aggregation & association aux prieres de l'Ordre pour les Confreres de ladite Abbaye.

La 10. du 12. May 1560. est vne autre érection de Confrerie en ladite Abbaye de saint Martin.

Seruent lesdites pieces à iustifier, 1. Que ledit Ordre est exempt de la iurisdiction des Ordinaires, que le General & le Chapitre general exerce vne iurisdiction Episcopale sur tous les Monasteres dudit Ordre, & que la possession est d'autant plus autentique qu'elle est confirmée par la suite de plusieurs siecles.

2. Que dans les matieres mesmes reseruées aux Euesques par vn priuilege special, comme les visitations des Corps Saints, érections de Confreries, solemnisation des Festes, & autres semblables, les Monasteres dudit Ordre ne sont aucunement dépendans des Euesques.

3. Qu'il y a d'autant moins de lieu de disputer l'exemption de ladite Abbaye de saint Martin, que tous ces actes de iurisdiction du Chapitre general y ont esté exercez, comme en vn lieu pleinement exempt de la iurisdiction dudit sieur Euesque de Laon; & sont lesdites pieces en la troisiéme production cottées au dos par C. C. C.

Item, produisent lesdits demandeurs deux pieces : La pre-

miere produite ſous la cotte B. B. B. de la ſeconde addition de production, eſt vn acte de l'an 1302. par lequel il ſe void que l'Official de Laon a rendu vn Religieux deferé pardeuant luy à l'Abbé de ſaint Martin de Laon.

La ſeconde du 11. Iuillet 1585. produite en la derniere addition de production ſous la cotte eſt vne Sentence de l'Official de Langres, lequel ſur les concluſions du Promoteur, renuoye vn Religieux Curé de l'Ordre de Premonſtré à ſon Superieur, pour ſon procez luy eſtre fait & parfait.

Item, pour iuſtifier comme les Religieux de l'Abbaye de ſaint Martin de Laon ſont ſujets en quelque cas que ce ſoit à la iuriſdiction de l'Ordre, produiſent leſdits demandeurs vn extrait des Chapitres dudit Ordre tenus a Premonſtré és années 1506. 1515. 1516. 1518. 1520. & 1521. ſeruent en outre leſdits actes à iuſtifier, 1. Par l'énoncé de celuy de 1515. que le Chapitre general dudit Ordre a iuriſdiction ſur les Religieux de ladite Abbaye de ſaint Martin priuatiuement à tout Ordinaire, & que les appellations interiettées de Sentences, reſſortiſſent immediatement au Saint Siege.

2. Que ledit Chapitre General en ladite année 1521. a exercé cette iuriſdiction ſur vn Religieux de ladite Abbaye pour des cas de ſeditions, d'irregularité, de ſacrilege, & d'apoſtaſie, qui ſont tous cas priuilegiez, deſquels neantmoins les Eueſques de Laon, attendu l'eminence des priuileges de ladite Abbaye, n'ont oſé informer ny prendre aucune connoiſſance; & ſont leſdites pieces cottées au dos par G. G. de la premiere adition de production.

Item, pour iuſtifier de la plenitude des iuriſdictions, produiſent leſdits demandeurs pluſieurs autres extraits des Chapitres Generaux dudit Ordre, des années 1511. 1512. 1513. 1527. 1533. 1543. 1499. 1503. 1657. par leſquels il ſe iuſtifie queledit Ordre n'a point ſeulement vne ſimple correction reguliere, mais vne iuriſdiction abſoluë, prononçant par priuation d'Office & Benefice, & impoſant les dernieres peines dont l'Egliſe puiſſe punir les coupables, iuriſdiction qui eſt reconnuë par les Compagnies Souueraines; & qu'en l'année 1657. l'Abbé de Kneſteden du Dioceſe de Cologne, a eſté depoſé de ſa dignité Abba-

tiale, & sont lesdits extraits cottez par T. T. de la seconde production.

Item, pour iustifier que ledit Abbé de Premonstré a aussi le pouuoir de la déposition des Abbez, produisent lesdits demandeurs la Sentence de déposition renduë par ledit sieur General contre l'Abbé d'Abbecourt, lequel a esté contraint de se pourvoir au S. Siege par appel, ledit General n'ayant point d'autre Superieur; & est ladite piece cottée par V. V. de la seconde production.

Item, pour iustifier de l'ancienne possession de l'Abbé de Premonstré de se qualifier immediatement sujet au Saint Siege, produisent lesdits demandeurs des actes.

Le premier, de l'année 1 04. qui est vne Sentence renduë par l'Abbé de Premonstré, contre vn Religieux dudit Ordre.

Le 2. du 30. Iuillet 1516. est vne obedience donnée à vn Religieux de Ioyenual, en l'vn & en l'autre desquels actes ledit Abbé de Premonstré est intitulé, sujet immediatement au Saint Siege, & sont lesdites pieces cottées R. R. de la seconde production.

Item, produisent lesdits demandeurs plusieurs pieces.

La premiere, est vne monition decernée par l'Abbé de Premonstré, contre l'Abbé du mont saint Martin, pour auoir traduit l'Abbé de saint Martin de Laon deuant l'Abbé de saint Aubert de Cambray, auec inionction audit Abbé du mont S. Martin de se desister de ses poursuites.

La 2. de ladite année 1432. est vn acte de desistement.

La 3. du 7. Octobre 1442. est vne commission du Chapitre general de l'Ordre, pour excommunier l'Abbé de Licques, faute par luy de payer ses taxes.

La 4. de l'an 1495. est vne permission de l'Abbé de Premonstré, à deux Religieux de Braine de choisir vn Confesseur.

La 5. & 6. du 10. & 16. May 1625. sont commissions du General de Premonstré audit Abbé de saint Martin, pour visiter les Maisons de l'Ordre.

La 7. du 3. Aoust 1626. & 1629. sont des Lettres Patentes confirmatiues desdites commissions.

Seruent lesdites pieces à iustifier, 1. Les rangs que tiennent lesdits Abbez de saint Martin dans l'Ordre de Premonstré, im-

mediatement sujet au Saint Siege, & l'indépendance dudit Ordre & de ladite Abbaye, de toute autre puissance que de celle du Saint Siege.

2. L'ancienne pratique dudit Ordre qui estoit, que lesdits Religieux à l'égard d'eux-mesmes ne pouuoient plaider que deuant leurs Superieurs, & ne pouuoient recourir aux tribunaux estrangers; Et à l'égard des autres, ils ne procedoient que deuant les Conseruateurs Apostoliques, toutes marques de l'exemption la plus absoluë que l'on se puisse imaginer; & sont lesdites pieces au dos par H. H. H. de la seconde production.

Item, pour monstrer que conformement aux Ordonnances d'Orleans & de Blois, produites & employées dans la production principale sous la cotte B. l'Abbé de Premonstré est seul & vnique Superieur, & Iuge ordinaire des Religieux de son Ordre; qu'il a iurisdiction Episcopale sur lesdits Religieux, comme Messieurs les Archeuesques & Euesques ont sur leurs Diocesains.

La 1. du 8. May 1613. est vn Arrest rendu en l'Audience de la grande Chambre du Parlement de Paris, sur les conclusions de Monsieur l'Aduocat general Seruin, au profit des Religieux de l'Abbaye de Beaulieu de l'Ordre de Premonstré, par lequel la Sentence de l'Official du Mans, rendu contre frere Louys Sauueur Religieux de ladite Abbaye, a esté declaré abusiue.

La 2. du 19. Iuin 1602. est vn Arrest rendu sur procez par écrit auec Monsieur le Procureur General, Iacques de la Verdun Abbé de l'Estoille, partie ciuile; par lequel frere Iulien Robin, Religieux de l'Ordre de Premonstré en ladite Abbaye de l'Estoile; a esté renuoyé au General de l'Ordre de Premonstré, pour luy estre son procez fait & parfait pour les delits communs, à la charge du cas priuilegié, pour lesquels assistera le Lieutenant Criminel de Laon.

La 3. du 10. Aoust 1621. est vn autre Arrest, par lequel sur les conclusions de Monsieur le Procureur General au Parlement de Paris, frere Iean le Page accusé, a esté rendu au General dudit Ordre, à la charge du cas priuilegié, & ordonne que ledit General bailleroit son Vicariat à deux Conseillers du Parlement, pour proceder au iugement du procez.

La 4. du 4. Mars 1622. est la Sentence renduë contre ledit le Page,

Page, en vertu dudit Vicariat, par Meſſieurs les Conſeillers Clercs dudit Parlement.

La 5. du 22. Iuin 1655. eſt vn Arreſt par appointé, par lequel des Religieux de Chambre-fontaine, dudit Ordre de Premonſtré ont eſté renuoyez à leur General, du conſentement de Monſieur le Procureur general du Parlement de Paris.

La 7. du 6. Septembre 1641. eſt vne Sentence renduë en la Primatie de Lion, au profit de frere Piart, Religieux dudit Ordre, appellant d'vn dény de renuoy fait par l'Official de Sens pardeuant le General de Premonſtré, par laquelle la Sentence dudit Official eſt infirmée, & ledit Piart rendu à ſon General.

La 8. du 5. Aouſt 1642. eſt vn Arreſt rendu contre Monſieur l'Archeueſque de Sens, appellant comme d'abus de l'Officialité de la Primatie de Lion, en l'Audience de la grande *Chambre*, ſur les concluſions de Monſieur l'Aduocat General, *par lequel* ſur ledit appel comme d'abus, les parties ont eſté miſes hors de Cour & de procez.

Seruent encore leſdites pieces à iuſtifier, que ſi le droit & l'ordonnance ſont les fondemens de la iuſte complainte deſdits demandeurs; vne poſſeſſion confirmée par tant d'Arreſts, eſtablie auec Meſſieurs les Aduocats & Procureurs generaux, deuoit eſtre dauantage conſiderée par Monſieur l'Eueſque de Laon.

Secondement, que quand l'Ordre de Premonſtré ne ſeroit point precieux à l'Eſtat par la correſpondance de tant de nations eſtrangeres qui reconnoiſſent l'Abbé de Premonſtré pour leur ſeul & vnique Superieur, leſquels par ce moyen ſont neceſſairement attachez aux intereſts de cette Couronne. Si vn ſeul Arreſt eſt ſuffiſant pour eſtablir la iuriſdiction d'vn particulier, tant d'Arreſts qui ſouſtiennent vne poſſeſſion ſi ancienne peuuent bien ſeruir de barriere à la licence des Officiaux de Meſſieurs les Eueſques, & ſont leſdites pieces cottées au dos par C.

Item, pour iuſtifier vne plus ancienne poſſeſſion, produiſent leſdits demandeurs pluſieurs pieces: La premiere de l'an 1375. eſt vne Sentence renduë par l'Official de Clermont, au profit des Religieux de S. André de Clermont dudit Ordre de Premonſtré, par laquelle il declare, attendu les priuileges dudit Ordre, exempt de la iuriſdiction ordinaire, & reconnoiſt qu'il ne peut eſtre leur Iuge.

La 2. du 17. Iuillet 1403. eſt vn Arreſt du Parlement de Paris, rendu au profit des Abbé, Religieux, Prieur & Conuent de ladite Abbaye de ſaint Martin de Laon, demandeurs & complaignans, & l'Eueſque qui eſtoit lors deffendeur, qui ordonne que les affiches de l'excommunication prononcée par l'Eueſque de Laon, contre l'Abbé de ladite Abbaye, ſeroient oſtées.

La 3. eſt vn employ dudit Arreſt, en ce qu'il eſt porté que ledit Abbé auoit eſté excommunié *contra tenorem priuilegiorum toti Ordini Præmonſtratenſi conſeſſorum.*

La 4. de l'an 1403. eſt vne abſolution *ad cautelam*, donnée à l'Abbé de ſaint Martin de Laon, par Iean Eueſque de Laon, en execution de l'Arreſt rapporté tout au long dans leſdites Lettres.

La 5. eſt vn employ de l'Arreſt énoncé dans ladite Sentence, en ce qu'il ſe void que la complainte a eſté receuë contre la iuriſdiction de l'Eueſque, que les demandeurs ont articulé leur poſſeſſion, & que les Religieux de ladite Abbaye ont ſouſtenu eſtre en liberté immemoriale, de laquelle on leur a permis de faire preuue.

La 6. eſt vn autre employ dudit Arreſt, en ce qu'il eſt dit, que l'abſolution *ad cautelam*, ſera donnée par l'Eueſque, *abſque præiudicio priuilegiorum toti Ordini conſeſſorum.*

La 7. eſt encore vn autre employ de ladite Sentence, en ce que l'Eueſque n'ayant point fait de proteſtation, il n'eſt pas difficile de tirer vne conſequence infaillible, qu'il a depuis acquieſcé à l'execution dudit Arreſt.

La 8. eſt vn employ de la poſſeſſion de la liberté en laquelle depuis cette contradiction ont veſcu les Religieux de ladite Abbaye de ſaint Martin de Laon; & ſont leſdites pieces produites ſous la cotte I. de la production principale & premiere.

Item, produiſent leſdits demandeurs vn Arreſt du 22. Mars 1477. rendu au Parlement de Paris contre l'Eueſque d'Amiens, par lequel il eſt ordonné que l'Abbé de ſaint Iean lez Amiens, éleu & confirmé par l'Abbé de Premonſtré ioüiroit de ladite Abbaye, deffenſes à l'Eueſque d'Amiens de le troubler, ſur peine de cent marcs d'or, & eſt ledit Eueſque condamné aux dépens. Ledit Arreſt eſt produit ſous la cotte Y. Y. de la ſeconde addition de production.

Item, produiſent leſdits demandeurs pluſieurs Arreſts, par

lesquels les Religieux dudit Ordre accusez, ont esté renuoyez pardeuant ledit Abbé de Premonstré.

Le I. du 30. Decembre 1504. rendu entre frere Antoine Hubert & Pierre de la Haye, Religieux de S. Iean lez Amiens, appellans des Abbez de Premonstré & de saint Martin de Laon, d'vne part; & les Abbez de Premonstré & de saint Martin de Laon, d'autre: lequel Arrest auroit renuoyé les appellans, & ordonné qu'ils comparoistroient, obeïroient, & se mettroient en estat pardeuant l'Abbé de Premonstré, pour estre absous de l'excommunication à cause des crimes par eux commis; & marque ledit Arrest, que les Religieux de l'Ordre de Premonstré sont sujets & responsables à l'Abbé de Premonstré & au Chapitre general, contre lesquels ils ne se peuuent pouruoir par appel qu'au Saint Siege; ce qui fait voir l'exemption dudit Ordre de la iurisdiction des Ordinaires.

Le 2. du 16. Iuin 1603. est vn Arrest du Parlement de Paris, qui renuoye frere Gilbert Matussier, prisonnier és prisons de l'Euesché de Clermont, pardeuant l'Abbé de Premonstré, auquel il est ordonné de donner son Vicariat à telle personne qu'il auisera, & que ledit Matussier sera élargy des prisons de l'Euesché de Clermont.

Le 3. du 18. Mars 1632. est vn autre Arrest contre frere Abraham d'Hazar, Religieux dudit Ordre, & Curé de Chery, par lequel ledit d'Hazar est rendu audit Abbé de Premonstré.

Le 4. du 4. Mars 1645. est vn autre Arrest, par lequel les procedures faites contre frere Pierre Bourlin & Antoine Chastel, Religieux de l'Ordre de Premonstré en l'Abbaye de saint André de Clermont, par l'Official de Clermont, sont declarées abusiues, les appellans rendus à leur Superieur, à la charge du cas priuilegié, pour lequel assistera le Lieutenant Criminel, & sont lesdites pieces par Z. Z. & produites en la seconde production.

La 5. du 13. May 1630. est vne Sentence du Bailliage d'Hesdin, sur les conclusions du Procureur du Roy, par laquelle en vertu des Priuileges de l'Ordre de Premonstré, vn Religieux preuenu de crime d'adultere, auroit esté rendu à l'Official de l'Abbaye de Dommartin dudit Ordre, pour luy estre son procez fait & parfait; & est ladite piece en la troisiéme production cottée Q. Q. Q.

Item, pour iustifier comme Monsieur l'Euesque de Laon n'a point d'autres armes pour attaquer la liberté de l'Ordre de Premonstré, & les priuileges de l'Abbaye de saint Martin, que le Liure intitulé *Bibliotheca Præmonstratensis*. Encore qu'il soit iustifié au procez, qu'à prendre droit par les termes de tous les papras qu'il en tire, il n'y ait rien de mieux estably que la complainte des demandeurs, que toutes les Bulles qu'il prend pour marque de sujettion ayant esté suiuies de plusieurs autres, que luy-mesme reconnoist estre plus amples & plus estenduës, ne soient pas desormais à examiner (puis qu'en matieres de priuileges il faut tousiours considerer les dernieres) sont si auantageuses que l'Ordre de Cisteaux, qui est le plus priuilegié de tous les Ordres dans le Droit. *Cap. Cum ordinem de rescriptis*, n'en a iamais obtenu de plus amples; neantmoins lesdits demandeurs, pour satisfaire à la religion des formes, sont obligez de faire voir au Conseil, que tous les pretendus titres dont se sert Monsieur l'Euesque de Laon ne peuuent faire de foy, & qu'ainsi les troubles qu'il forme contre vne possession de plusieurs siecles, est d'autant moins excusable, que la dignité du Royaume interessé à conseruer les Chefs d'Ordre, se trouue blessé par cette procedure.

Produisent lesdits demandeurs plusieurs pieces.

La 1. du 10. Aoust 1621. est vn employ de l'Arrest rendu contre frere Iean le Page, Compilateur de ladite Bibliotheque.

La 2. est vn autre employ de la Sentence renduë le 4. Mars 1622. par Messieurs du Parlement de Paris, auquel l'Abbé de Premonstré auoit donné son Vicariat.

La 3. du 17. Avril 1638. est vn Arrest rendu contre ledit le Page, appellant comme d'abus du Decret du Chapitre general de 1618. de tous les Statuts & Reglemens de l'Ordre de Premonstré, faits & arrestez en 1627.

Seruent lesdites pieces à iustifier, que ledit le Page estoit vn Religieux discol, lequel estoit en procez contre son Ordre, & contre son General, dans le temps mesme qu'il faisoit imprimer ladite compilation; de sorte qu'il faudroit violer toute l'equité naturelle pour faire valoir le témoignage d'vn Religieux de cette qualité contre ses Superieurs; & si la seule deposition ne suffit pas pour establir vne preuue dans les matieres

de la moindre importance, la deposition d'vn ennemy public & declaré ; car par la lecture dudit Arrest, il se trouuera depuis ces premieres procedures, sur lesquels sont interuenus lesdits Arrests du 1621. & 1622. qu'il a continué la guerre contre ledit Ordre, & sont lesdites pieces cottées au dos par A. A.

Item, pour iustifier que le Roy est l'vnique fondateur de ladite Abbaye de saint Martin.

Produisent lesdits demandeurs la Chartre de Philippes le Bel, *du* mois de Fevrier 1293. bien & deuëment compulsée auec ledit sieur Euesque de Laon.

Sert encore ladite piece à faire voir deux choses.

La premiere, *que le Roy est le Fondateur dudit Monastere, ce qui est exprimé par ces termes : Notum facimus, &c. quod nos sancti Martini Laudunensis Præmonstratensis Ordinis à nostris fundatum progenitoribus & dotatum*, & qu'il en est le Fondateur comme de l'Abbaye de Premonstré ; ce qui sert à faire voir que le discours de la pretenduë Chartre de Monsieur de Laon, qui dit, que c'estoit autrefois vne petite Eglise bastie en l'honneur de saint Martin, sans parler de fondation ny de dotation Royale, n'est pas veritable, sauf la reuerence du Conseil; car vne Chartre authentique comme celle-cy est vn monument inuincible, qui porte l'authorité irreprochable de la preuue par tout.

La 2. est, que le Roy Philippes le Bel declare, qu'il met l'Abbé Religieux & Conuent de ladite Abbaye sous sa protection, comme ils auoient esté iusques alors sous celle de ses predecesseurs Roys, qui ne veut pas que cette protection puisse estre transferée en quelqu'autre personne que ce soit; dautant peut-estre que comme chacun sçait les Eglises en ce temps-là prenoient des auoüez que l'on appelloit *Aduocatos*, principalement celles qui estoient voisines des frontieres, qu'il veut qu'elles demeurent tousiours *sous la garde Royale, & qu'elles ne puissent estre iamais separées de la Couronne de France : Sed ad nos & successores nostros & Coronam prædictos Monasterium & personæ prædictæ in futurum nullo pertineant mediante*, chacun sçait qu'en ce temps-là vn semblable titre de la part d'vn Roy estoit vn titre d'exemption, il y en a plusieurs dans les Epistres du Pape Innocent III. & dans le chap. *Auditis de præscriptionibus.* Il y est dit en

confirmant les priuileges de l'Abbaye d'Heuefca, *inspectis The. & Off. regum Priuilegiis*. Or on ne doute point qu'on ne doiue auoir plus de veneration pour les Conceſſions de nos Roys, qui ſont les Fils Aiſnez de l'Egliſe, que pour celles des Roys d'Angleterre & d'Eſcoſſe, dont il eſt parlé en cette Decretale *Auditis*, & s'il eſtoit beſoin de traiter plus amplement cette matiere, l'on feroit voir que l'exemption de pluſieurs Monaſteres du Royaume, n'a pas de plus auguſte fondement ; & eſt ladite Chartre cottée au dos par B. B.

Item, pour iuſtifier d'autant plus ladite fondation, produiſent leſdits demandeurs pluſieurs pieces.

La 1. ſont des Lettres patentes octroyées à ladite Abbaye par les Roys Charles VII. pour raiſon de l'abonnement du droit du dixiéme par luy octroyé à ladite Abbaye, qualifié par leſdites Lettres de fondation Royale.

La 2. de l'année 1404. ſont des lettres de gardes gardiennes du meſme Roy, attendu que ladite Abbaye eſtoit de fondation Royale.

La 3. du 27. Nouembre 1542. ſont autres Lettres de garde gardienne auſſi octroyées à ladite Abbaye de ſaint Martin de Laon.

Seruent leſdites pieces à iuſtifier.

Premierement que ladite Abbaye de ſaint Martin de Laon eſt de l'ancienne fondation des Roys de France ; & comme le Conſeil ſçait qu'il n'y a rien de plus important aux droits du Roy que la conſeruation de ces titres d'honneur, qui ſont les plus riches fleurons qui compoſent ſa Couronne ; la prétention de Monſieur l'Eueſque de Laon, qui ſe dit Fondateur de ladite Abbaye, chocque directement les intereſts de ſa Majeſté ; & Monſieur le Procureur General ne ſouffrira point cette vſurpation que ledit Seigneur Eueſque médite, pour auoir vn pretexte d'authoriſer les entrepriſes qu'il fait ſur les priuileges de l'Ordre le plus exempt qu'il y ait dans le Royaume.

2. Comme chacun ſçait que les anciennes Lettres de gardes gardiennes n'ont eſté octroyées aux Abbayes qu'aprés vne preuue tres-exacte de la fondation Royale, leſdites lettres cy-deſſus produites ſont des preuues dautant plus irreprochables de ladite fondation, qu'elles ſont fondées ſur les anciennes ordonnances du Royaume, & certainement de quelque artifice

dont se serue ledit Seigneur Euesque pour colorer l'vsurpation qu'il veut faire du titre de Fondateur de ladite Abbaye, il faut qu'il change toutes les regles pour establir sa proposition, & quand il seroit vray qu'il eust introduit lesdits Religieux de l'Ordre de Premonstré en ladite Eglise de saint Martin, cette introduction ne luy auroit pas donné d'autres prerogatiues: car outre qu'il ne l'auroit pû faire sans vn consentement exprés du Roy, il seroit à presumer n'auoir fait autre chose qu'executer les ordres de sa Majesté; & comme l'introduction des reformes de saint Augustin & de saint Benoist, n'a donné aucun droit special sur les Abbayes de ces deux Ordres, ny a Monsieur le Cardinal de la Roche-foucault delegué du saint Siege, ny aux Euesques qui ont estably les Religieux dans leurs dioceses, cette cette circonstance ne formeroit pas vn droit nouueau en la personne dudit sieur Euesque de Laon.

3. Les pieces produites sous lesdites cottes, sont plus authentiques & font beaucoup plus de foy, qu'vne pretenduë copie d'vn Liure imprimé par vn Religieux discol, preuenu & accusé de crime, & qui estoit dans l'indignation generale de l'Ordre, lors que (sans aucune permission) l'on pretend qu'il la mis au iour, & sont lesdites pieces cottées par B. B. B.

Item, pour iustifier qu'encore que l'Euesque Barthelemy eust aumôné à l'Ordre de Premontré le lieu ou l'Abbaye Chef d'Ordre est bastie auec d'autres heritages, neantmoins ses successeurs ne peuuent pas pretendre qu'ils soient Fondateurs de ladite Abbaye, ny que mesme ils en soient bien-faicteurs, suiuant la distinction que les demandeurs ont desia fait au procez.

Produisent lesdits demandeurs vne vieille Chartre originale en forme de transaction faite entre Gualterus II. Euesque de Laon, & Hugues Abbé de Premonstré, par l'entremise de Louis le ieune, l'Archeuesque de Reims Legat du Saint Siege, de plusieurs Princes, Euesques, & Abbez qui ont signé ladite Chartre, par laquelle il se void qu'à beaux deniers contens, & moyennant les choses lesquelles sont contenuës en ladite transaction, les lieux & biens qui leur auoient esté aumosnez leurs ont esté delaissez.

Sert ladite piece à iustifier que le titre de Fondateur que se donne Monsieur l'Euesque de Laon, sous pretexte de la These qui luy a esté dediée, n'a point de fondement solide.

2. Qu'aux termes ausquels ladite transaction est conceuë, il n'y a point d'exemption locale & reelle mieux expliquée que celle de ladite Abbaye de Premonstré.

3. Ledit sieur Euesque de Laon ayant pris la pretenduë fondation de ladite Abbaye de Premonstré du Liure intitulé *Bibliotheca Præmonstratensis*, il faut qu'il souffre qu'on en fasse vne application contre luy ; or dans ce Liure la haine que l'autheur auoit iuré aux priuileges dudit Ordre, n'a pas empesché que par diuers actes lesquels y sont transcripts, l'histoire de l'éuiction souffert par Hugues Abbé de Premonstré des lieux donnez par Barthelemy, ne soit amplement expliquée dans ledit Liure page 432. & est ladite piece cottée au dos par H. H.

Item, pour iustifier de la validité des priuileges tant personels que locaux, accordez à l'Ordre de Premonstré, tant au chef qu'aux membres, par les Souuerains Pontifes & les Roys de France.

Produisent lesdits demandeurs deux pieces.

La 1. en date du 31. Mars 1662. sont Lettres patentes de sa Majesté, portant confirmation des priuileges dudit Ordre de Premonstré, & specialement des Bulles des Papes Alexandre IV. Alexandre V. & Iean XXIII. des Decrets du S. Concile de Basle, & des Chartres de Louys XI. & Charles VIII.

La 2. en datte du 31. Mars 1663. est l'Arrest de verification d'icelles par le Conseil, portant que l'Ordre de Premonstré ioüira desdits priuileges, comme il en a bien & deuëment ioüy & en ioüit encore à present ; de sorte que si la possession desdits supplians, pour raison de laquelle ils ont formé complainte, n'estoit iustifié par écrit, la Iustice du Conseil seroit obligée d'appointer les parties à informer ; donc il faut necessairement conclure que ladite complainte, a esté non-seulement receu par l'Arrest de reglement interuenu entre les parties, mais encore qu'elle a esté preiugée par celuy-cy, & que la possession desdits demandeurs estant iustifiée, les entreprises dudit sieur Euesque de Laon ne doiuent pas estre tolerées, & sont lesdites deux pieces produites & enoncées en la requeste d'addition de pieces en la derniere production.